

Travail de Bachelor pour l'obtention du diplôme Bachelor of Arts HES·SO en travail social

Haute École de Travail Social – HES·SO//Valais - Wallis

Travail de Bachelor

Les enjeux du « délit de solidarité » pour les travailleurs et travailleuses sociales

Réalisé par Charlène Roulier

Promotion : Bac 18 ES

Sous la direction de Madame Viviane Cretton

Sierre, le 9 septembre 2021

Remerciements

Je tiens à remercier ici toutes les personnes qui ont de près ou de loin contribué à la réalisation de ce travail écrit. Tout d'abord, je souhaiterais mentionner les deux personnes qui m'ont accordé leur confiance pour parler de leur « délit de solidarité » en entretien. Elles ont osé me confier leur parcours et leurs ressentis en toute transparence. Ce fût pour moi un moment intense et je leur en suis très reconnaissante. De plus, je remercie ma directrice de travail Madame Cretton, qui a su se montrer disponible et à l'écoute en m'accompagnant de manière bienveillante dans la réalisation de ce travail. Merci du fond du cœur aux trois ami·e·s qui ont relu ce document avant sa remise.

Déclaration

Ce travail de Bachelor a été réalisé durant le cadre de la formation HES-SO // Valais-Wallis pour l'obtention du titre de Bachelor of Arts in Travail Social, orientation éducation. Je tiens également à préciser que j'ai réalisé ce travail de manière personnelle et que toutes les sources utilisées ont été répertoriées dans la bibliographie. Les opinions et l'ensemble des propos tenus dans ce travail n'engagent que son auteure.

Résumé

Par ce Travail de Bachelor, je cherche à comprendre les dilemmes des travailleurs et travailleuses sociales (TS) en lien avec le délit de solidarité. En effet, selon leurs mandats, les TS peuvent œuvrer envers des personnes migrantes déboutées, frappées d'une Non-Entrée en Matière (NEM) ou sans-papiers. L'aide est permise uniquement dans un cadre légal strict, dans des centres d'aide d'urgence gérés par l'État. Cependant, si l'aide accordée dépasse ce mandat (dons de nourriture, hébergement), l'article 116 de la loi sur les étrangers et l'intégration (LEI) qui a la teneur suivante : « Incitation à l'entrée, à la sortie ou au séjour illégaux », la rend illégale. En effet, selon les raisons de l'aide et sa « gravité », la peine peut aller d'une amende à l'emprisonnement. Cette loi, qui à la base veut empêcher les passeurs de faire un business au frontière en abusant des personnes migrantes, devient discutable quand cette aide est désintéressée envers des personnes qui se retrouvent dans une

situation de vulnérabilité. Le dilemme est encore plus fort pour les TS qui travaillent souvent pour l'État et qui se doivent de respecter un cadre légal et qui, simultanément, doivent œuvrer en accord avec les valeurs du travail social, telles : la solidarité, la favorisation de la cohésion sociale, l'insertion des personnes vulnérables, l'humanité etc. C'est donc par le biais d'une recherche théorique qui concerne l'histoire de la loi autour du délit de solidarité, le cadre légal qui régule les personnes illégalisées et par des liens tissés avec le travail social que ce travail souhaite donner une vision plus élargie de cette problématique. Des entretiens avec deux TS permettront de s'ancrer dans la réalité des pratiques autour des dilemmes vécus par les professionnel·le·s.

Mots clés

Travail social - Délit de solidarité – Dilemmes - Migration

Table des matières

Table des abréviations	6
1. Introduction	7
1.1 Choix de la thématique et motivations personnelles	7
1.2 Lien avec le travail social	8
2. Problématique	8
3. Question de départ.....	9
3.1 Objectifs.....	9
4. Introduction à la partie théorique	11
4.1 La contextualisation du « délit de solidarité »	11
4.1.1 L'exemple pratique	11
4.1.2 La définition et l'historique du délit de solidarité.....	13
4.1.3 L'article 116 de la loi sur les étrangers et l'intégration	14
4.2 L'asile en Suisse.....	18
4.2.1 La politique d'asile en Suisse	18
4.3 L'éthique du travail social dans le domaine de la migration.....	27
4.3.1 Les contours du travail social.....	27
4.3.2 Une prise en charge qui évolue dans le domaine de la migration	28
4.3.3 Une profession chargée de valeurs.....	29
4.3.4 L'éthique du travail social	30
4.3.5 Les crises éthiques et les dilemmes des TS dans le domaine de la migration	32
4.3.6 Des postures qui diffèrent pour faire face aux tensions.....	36
4.3.7 La solidarité malgré l'illégalité	38
5. Introduction à la démarche méthodologique.....	40
5.1 Question de départ et question de recherche.....	40
5.2 Hypothèses de recherche	41
5.3 Description du terrain et niveau d'accessibilité	42
5.4 Population et échantillons de recherche.....	42
5.5 Méthode de collecte de données qualitatives : Les entretiens semi-directifs	43
5.6 Risques encourus et stratégies mises en place.....	45
5.7 Biais repérés	45
6. Introduction à l'analyse des données recueillies sur le terrain.....	47
6.1 Présentation de deux situations de « délit de solidarité »	47
6.2 Les motivations à l'aide	48
6.3 Les stratégies des professionnelles face aux tensions	52
6.3.1 Les postures pragmatiques selon Bajoit	53
6.3.2 Abandon de la posture professionnelle	55
6.3.3 Les postures de la fuite	55
6.4 La collectivité	57
6.5 Et après l'aide illégalisée, quelles possibilités ?	58

6.6 Bilan des analyses et liens avec mes hypothèses	60
Les raisons qui ont mené à l'aide illégalisée	60
La collectivité	61
Faire un délit en toute connaissance de cause	61
7. <i>Positionnements professionnels et personnels</i>.....	63
7.1 Retour sur le travail de Bachelor	63
7.2 Les pistes d'actions	64
7.3 Mise en évidence des limites du travail	65
7.4 Les recherches que je devrais approfondir.....	65
7.5 Les nouveaux questionnements	65
8. <i>Conclusion</i>.....	67
8.1 Mes apprentissages personnels.....	67
8.2 Les apprentissages en tant qu'étudiante en travail social	68
8.3 Les apprentissages pour mon futur professionnel	68
9. <i>Bibliographie</i>.....	69

Table des abréviations

Al.	= Alinéa
Art.	= Article
CEDH	= Convention européenne des droits de l'homme
CFA	= Centre fédéral pour requérant·e·s d'asile
CNPT	= Commission nationale de prévention de la torture
CVR	= Conseils en Vue du Retour
HES	= Haute École de Travail Social
LEI	= Loi sur les étrangers et l'intégration
LEtr	= Loi sur les étrangers
LSEE	= Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers
OSAR	= Organisation suisse d'aide aux réfugiés
PA	= Personne·s accompagnée·s
RA	= Requérant·e·(s) d'asile
SEM	= Le Secrétariat d'État aux migrations
TAF	= Tribunal administratif fédéral
TS	= Travailleurs et travailleuses sociales

1. Introduction

Dans le cadre de ce travail de Bachelor, c'est au premier chapitre que j'ai commencé par mettre en avant mes motivations et mes objectifs en lien avec le choix de la problématique. Puis, j'ai formulé ma question de recherche qui m'a permis d'orienter mes explorations théoriques. Le deuxième chapitre est consacré aux recherches théoriques. Trois concepts distincts ont été étoffés par différent·e·s auteur·e·s. Le quatrième chapitre expose le cadre méthodologique pour ma recherche de terrain. C'est ici que j'expose mon outil de recherche, mes trois hypothèses de compréhension, la population choisie et les différents biais. Puis, les deux entretiens menés avec des personnes qui ont commis un délit de solidarité ont été analysés grâce à quatre axes. Les hypothèses de compréhension ont aussi été analysées afin de répondre à ma question de recherche. Le septième chapitre retrace mon positionnement professionnel et personnel en lien avec la problématique. Je conclus ce travail au chapitre huit en présentant les points clés de ce travail et les divers apprentissages.

1.1 Choix de la thématique et motivations personnelles

C'est en 2019, lors de mon stage de formation pratique au Ghana, dans le cadre de ma formation à la Haute École de Travail Social (HES), que les prémices de ma réflexion autour de l'asile et de la solidarité sont apparues. En effet, l'idée de l'accueil était très différente dans ce pays.

J'ai ainsi expérimenté ce que cela faisait d'être de l'autre côté, d'être celle qui ne comprenais pas le système, d'être face à des formulaires d'une langue que je ne maîtrisais pas et de ne pas avoir de ressources comme ma famille pour m'aiguiller. J'ai ressenti (à mon échelle) l'anxiété de l'inconnu et les différences de ce nouveau monde qui m'interpellaient. Or, je ne jouais pas mon avenir, contrairement à des personnes qui migrent pour une autre vie ou des raisons plus légitimes. Le « choc » culturel était bien là et j'arrivais enfin à mesurer à quel point cela devait être compliqué d'arriver dans un endroit qui fonctionne aux antipodes du monde connu.

Puis, de retour à Sierre, en février 2020, la radio matinale RTS interviewait le pasteur helvétique Norbert Vallet. Il était accusé de « délit de solidarité » pour avoir hébergé

illégalement un ami étranger. Son ami togolais était en situation irrégulière et n'avait pas l'autorisation de rester en Suisse. Il ne m'en a pas fallu davantage pour me décider. Je me suis alors demandée : « et toi, qu'aurais-tu fais ? ». J'avais besoin d'en savoir plus. Cette situation a profondément touché mes valeurs. L'accueil en Suisse de personnes en difficulté et sans statut régulier est criminalisé. La boucle était bouclée. J'ai su qu'accueil, solidarité, hospitalité, droit seraient au centre de mon travail de Bachelor.

1.2 Lien avec le travail social

La loi sur l'asile s'est souvent vue modifiée ces dernières années et souvent dans le sens d'un durcissement. Les TS ont un rôle prépondérant dans cette question migratoire. En effet, comme les personnes requérantes d'asile, réfugiées, déboutées, frappées d'une NEM ou sans-papiers font partie des minorités et qu'elles sont plus vulnérables, il est du devoir des TS de les accompagner. La ligne à ne pas franchir peut sembler floue lorsque les TS sont pris en tenaille entre : les injonctions de la loi, des employeurs-employeuses et des personnes accompagnées (PA). Je me suis demandée comment les TS jonglent dans leur pratique entre ces différentes influences et quelles postures professionnelles ils-elles adoptent lorsqu'un dilemme apparaît entre valeurs personnelles et cadre légal.

2. Problématique

C'est par le biais des médias que des témoignages de « délit de solidarité » sont la plupart du temps rendus publics. En effet, plusieurs personnes témoignent d'être poursuivies pénalement pour avoir commis un délit de solidarité. Celui-ci est une aide apportée envers une personne qui n'a pas le droit de rester en Suisse en raison de son statut. L'illégalité englobe tous les actes de solidarité, comme donner un repas ou héberger quelqu'un. Une modification de loi sur les étrangers (LEtr) entrée en vigueur en 2008 a bousculé la solidarité en Suisse. Avant 2008, une aide apportée à une personne en situation d'illégalité dans le besoin n'était pas pénalement répréhensible, si elle était justifiée par des motifs honorables. Avec la modification de la loi, toute aide apportée à une personne en situation d'illégalité est sanctionnée pénalement quels qu'en soient les motifs : la notion de motifs honorables a disparu de la loi. Faut-il dès

lors demander le statut légal de la personne en face de nous avant d'accorder sa solidarité, dans le but d'éviter toute sanction pénale ?

Les TS qui accompagnent cette population se retrouvent alors avec des dilemmes éthiques en lien avec cette loi. En effet, cela ne va-t-il pas à l'encontre même de principes moraux universels tels que solidarité, humanité, accueil, entre-aide ou encore égalité, valeurs qui dirigent le travail du TS ? Comment le·la TS peut-il·elle se positionner dans cette problématique ? Doit-il·elle suivre la loi quitte à ne pas aider des personnes dans le besoin ? Ou au contraire doit-il·elle aider ces personnes quitte à enfreindre la loi dans le but d'accomplir sa mission sociale ?

3. Question de départ

Beaucoup de questionnements me sont apparus avant la réalisation de ce document. Ils m'ont permis de formuler ma question de départ : « Dans le domaine de la migration, comment les TS jonglent-ils·elles entre les différentes influences et quelles postures professionnelles adoptent-ils·elles lorsqu'un dilemme apparaît entre valeurs personnelles et cadre légal ? ». Cela m'a permis de cibler mes recherches théoriques.

3.1 Objectifs

Mes objectifs généraux sont :

1. De clarifier la notion de « délit de solidarité », de comprendre d'où vient cette notion, son histoire et ce qu'elle représente.
2. De mettre en avant les valeurs du travail social et de cibler les divers dilemmes contemporains des TS.
3. De comprendre le système d'asile en Suisse dans lequel des TS évoluent.

Mes objectifs personnels sont :

1. De me familiariser avec le monde de la migration, étant donné que je n'ai pas d'expérience dans ce domaine.
2. D'oser contacter différentes personnes pour des entretiens.

3. De me construire une opinion plus aiguisée sur la thématique de la migration grâce à mes recherches.

Mes objectifs professionnels sont :

1. De cibler les différentes postures professionnelles, en rencontrant plusieurs personnes qui travaillent dans la migration, pour comprendre leur monde et leurs dilemmes.
2. De me préparer, en tant que future éducatrice sociale, à l'accompagnement des personnes qui n'ont pas obtenu l'autorisation d'être en Suisse.
3. De mener des entretiens avec des TS et de guider la discussion autour de thématiques sensibles comme la légalité, les valeurs personnelles.
4. De réaliser un travail approfondi sur une thématique qui m'intéresse.

4. Introduction à la partie théorique

Dans un premier temps, pour comprendre la problématique qui gravite autour du « délit de solidarité », un exemple pratique de l'histoire emblématique d'Anni Lanz sera décrite. Dans un deuxième temps, il conviendra de clarifier cette notion et d'en traduire la signification au niveau de la loi. Quelques avis en lien avec le débat parlementaire qui a eu lieu lors de la décision de cette loi seront expliqués. Puis, un deuxième concept sera exposé pour comprendre qui a ou n'a pas l'autorisation d'être en Suisse. Comprendre les procédures d'asile en Suisse pour savoir qui sont les personnes concernées me semble être primordial. Le troisième et dernier concept ancrera les TS dans la problématique. Les contours du travail social, son histoire, ses valeurs et l'évolution de ses pratiques seront alors exposés. Les professionnel·le·s, influencé·e·s par la société contemporaine sont mis à mal et je vais tenter de repérer les facteurs qui causent ce mal-être. Ainsi, je pourrai cibler les injonctions contradictoires que subissent les TS. Je me suis ensuite demandée comment les TS réagissent lorsqu'ils·elles tentent de répondre à de plus en plus de normes, de lois, de contrôle qualité, tout en s'assurant que la PA reste au centre. Finalement, les trois raisons principales aux élans de solidarité qui pourraient motiver l'aide envers une personne malgré l'illégalité seront expliquées.

4.1 La contextualisation du « délit de solidarité »

4.1.1 L'exemple pratique

En avril 2017, un homme d'origine afghane, que nous nommerons Léo, se réfugie auprès de sa sœur en Suisse. Il est profondément traumatisé. Soldat pour l'armée afghane, il était menacé par les Talibans. Son père a été tué à sa place. Alors qu'il se trouvait déjà en Suisse, sa femme et son enfant furent également assassinés. Durant son périple, Léo a traversé beaucoup de pays, le dernier étant l'Italie. Il n'a déposé une demande d'asile qu'en Suisse, lieu où résident sa sœur et son époux. Malgré cela, les autorités ont décidé qu'il devait suivre la procédure d'asile en Italie et l'y ont renvoyé. Selon plusieurs rapports médicaux, Léo souffre d'un sévère syndrome de stress post-traumatique qui nécessite un traitement psychothérapeutique intensif. Il a été admis à quatre reprises entre juillet 2017 et janvier 2018 dans une clinique

psychiatrique. Entre deux, il était en soins ambulatoires. Il a fait plusieurs tentatives de suicide, même en clinique. Il a par conséquent été jusqu'au 8 janvier 2018 en thérapie stationnaire. Deux semaines plus tard, il a été transféré au Bässlergut en vue de son expulsion, selon les accords de Dublin.

C'est ici qu'intervient Anni Lanz. Depuis des années, elle rend régulièrement visite à des prisonniers de la prison de renvoi bâloise du Bässlergut. Au cours du mois de février 2018, elle y rencontre Léo. Il lui semble très désorienté, souffre de fortes douleurs crâniennes, de détresse respiratoire et d'insomnies. Puisque le délai de recours contre la décision d'expulsion court encore, ni Anni Lanz ni les représentants juridiques de Léo ne pensent à un renvoi à court terme, d'autant plus que les autorités n'ont pas eu avec lui d'entretiens préparatoires à cet effet.

Quelques jours après la visite d'Anni, Léo a été reconduit à Milan, dans un centre d'asile et immédiatement renvoyé de celui-ci. Ses affaires avec des vêtements chauds s'étant perdues en route, il a été obligé de passer plusieurs nuits sans veste à la rue avant de réussir à gagner Domodossola d'où il a pu contacter ses proches en Suisse. Léo s'est ainsi retrouvé sans bagages, sans habits chauds, sans documents et sans médicaments indispensables. Pendant trois jours et trois nuits aux températures glaciales, il n'a survécu que grâce à la générosité des passants qui lui ont apporté des vêtements et de la nourriture et l'ont laissé téléphoner avec leurs portables.

Le 24 février 2018, Anni Lanz a tenté de reconduire Léo en Suisse, car sa procédure y était toujours en cours. De plus, selon les médecins, son séjour auprès de sa sœur était la meilleure solution. Les gardes-frontières ont interpellé Anni, Léo et le beau-frère de celui-ci, au moment où ils cherchaient à traverser la frontière à Gondo. Pour Léo, la sanction consiste en une longue interdiction d'entrée sur le territoire Suisse et le renvoi vers l'Italie. De plus, des ordonnances pénales contre Anni Lanz et le beau-frère de Léo ont été prononcées (asile.ch, 2018). Anni, accusée d'avoir favorisé le passage illégal d'un étranger en territoire suisse, a été condamnée à 30 jours-amendes de 50 francs (avec sursis de deux ans) et une peine pécuniaire de 300 francs (sans sursis) ainsi que les frais de procédure.

Elle a fait opposition à cette décision en octobre 2018, réclamant un acquittement. Le procureur a, quant à lui, maintenu ses accusations, demandant la confirmation de la peine infligée par ordonnance pénale. La défense avait plaidé l'acquittement, évoquant les « droits supérieurs » qui doivent permettre d'enfreindre une loi lorsque la situation humanitaire est particulièrement grave (24heures.ch, 2018). Le Tribunal de Brigue a revu à la baisse la sanction. La cour a admis que Madame Lanz avait agi « dans un intérêt purement humanitaire » (24heures.ch, 2018). Le Tribunal a supprimé la peine pécuniaire, mais a maintenu l'amende, portée à 800 francs. L'accusée devrait aussi supporter les coûts de procédure d'un montant de 1400 francs. Anni a fait recours devant le Tribunal cantonal. Le 21 août 2019, Le Tribunal cantonal valaisan a confirmé à Sion l'amende de 800 francs infligée en première instance à Anni Lanz (Liberté, 2019), décision devant laquelle elle a fait recours au Tribunal fédéral.

Cette histoire est loin d'être un cas isolé. Norbert Vallet, Anni Lanz et beaucoup d'autres, dont l'histoire du délit de solidarité n'a pas été médiatisée, sont condamnés par l'article 116 de la loi sur les étrangers et l'intégration (LEI).

4.1.2 La définition et l'historique du délit de solidarité

Anni Lanz est accusée de « délit de solidarité ». Selon Bouquet, ce terme très médiatisé actuellement n'a aucune existence juridique. En effet, il s'agirait d'une sorte de concept militant, formulé pour la première fois en France par le Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti). Elle ajoute que c'était en 1995, lors d'une campagne pour dénoncer les vagues d'interpellations envers des citoyens et des bénévoles associatifs portant assistance aux migrants. Puis, la notion de « délit de solidarité » a été utilisée pour dissuader et désigner les sanctions encourues par les personnes venant en aide aux personnes étrangères en situation irrégulière (2019, p. 187).

Bouquet explique qu'en 1990 les pays européens signent la Convention de Schengen, qui prévoit de faire une nette distinction entre l'aide à but humanitaire et les trafics mafieux. Cette dernière laisse aux États la possibilité de ne pas sanctionner l'infraction lorsqu'elle a « pour but d'apporter une aide humanitaire à la personne concernée »

(Bouquet, 2019, p. 194). En novembre 2002, la directive européenne demande aux États membres de pénaliser l'aide lucrative aux migrants et non de lutter contre l'aide humanitaire, et rappelle aux États la possibilité de ne pas sanctionner cette aide (Bouquet, 2019, pp. 193,194).

Le « délit de solidarité » est actuellement employé dans tous les pays d'Europe, dans un contexte politiquement très tendu sur la question migratoire, contexte qui prend de l'ampleur et se dramatise (Bouquet, 2019). En criminalisant toute aide à l'entrée ou au séjour sur son territoire, la Suisse figure parmi les États européens les plus sévères. Cependant, la solidarité n'est pas réprimée uniquement en Suisse (Jeannet, 2018). Selon Bouquet, on observe que, depuis 2002, les différents gouvernements ont fait voter des lois sur la maîtrise des flux migratoires et le droit d'asile qui vont presque toutes dans le sens d'un durcissement des conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Cependant, la Ligue des droits de l'homme rappelle en 2010 que « manifester sa solidarité ne constitue pas un crime mais un devoir ». Tenter par tous les moyens – l'intimidation, la criminalisation et l'étouffement les mouvements sociaux qui s'émeuvent de situations discriminatoires – constitue une grave menace à la liberté d'expression et de manifestation (Bouquet, 2019, p. 191).

4. 1.3 L'article 116 de la loi sur les étrangers et l'intégration

Ce terme, qui s'apparente à un oxymore, est codifié en Suisse, à l'article 116 de la loi sur les étrangers et l'intégration (LEI). Il a la teneur suivante, sous l'intitulé marginal :

« Incitation à l'entrée, à la sortie ou au séjour illégaux » :

¹ Est puni d'une peine privative de liberté d'un an au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque:

a. en Suisse ou à l'étranger, facilite l'entrée, la sortie ou le séjour illégal d'un étranger ou participe à des préparatifs dans ce but;

a^{bis}.¹ facilite, depuis la Suisse, l'entrée, le transit, la sortie ou le séjour illégal d'un étranger dans un État Schengen ou participe à des préparatifs dans ce but;

b. procure à un étranger une activité lucrative en Suisse alors qu'il n'est pas titulaire de l'autorisation requise;

c.²facilite l'entrée d'un étranger sur le territoire national d'un autre État ou participe à des préparatifs dans ce but après son départ de Suisse ou de la zone internationale de transit des aéroports, en violation des dispositions sur l'entrée dans le pays applicables dans cet État.

² Dans les cas de peu de gravité, la peine peut consister en une simple amende.

³ La peine encourue est une peine privative de liberté de cinq ans au plus additionnée d'une peine pécuniaire ou une peine pécuniaire si:³

- a. l'auteur agit pour se procurer ou procurer à un tiers un enrichissement illégitime;
- b. l'auteur agit dans le cadre d'un groupe ou d'une association de personnes, formé dans le but de commettre de tels actes de manière suivie »

Au départ, cette loi se trouvait dans la Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE). Elle contenait une disposition selon laquelle prêter assistance n'était pas punissable si les mobiles étaient honorables (art. 23 al. 3 LSEE). Elle disposait que : « Celui qui se réfugie en Suisse n'est pas punissable si le genre et la gravité des poursuites auxquelles il est exposé justifient le passage illégal de la frontière ; celui qui lui prête assistance n'est également pas punissable si ses mobiles sont honorables. » Puis, après des modifications en 2005, elle est entrée en vigueur en 2008 dans la loi sur les étrangers (LEtr). Finalement, cet article figure toujours dans l'actuelle loi sur les étrangers et l'intégration (LEI) qui a remplacé la LEtr en janvier 2019.

Avant les modifications de la loi en 2005, la loi prévoyait des motifs honorables, qui auraient pu éviter la condamnation d'Anni Lanz. Cependant, ils disparaissent dans le débat parlementaire.

Le parti socialiste a tenté d'introduire, pour palier à cette modification, un alinéa 4 qui aurait pris en compte les motifs honorables. Gerhard Pfister, ancien conseiller national et président du PDC, s'opposait à cette idée de l'alinéa 4. C'est lors d'une interview pour une émission « Temps Présent » en mars 2020, qu'il se confie. Selon lui, la crainte qu'une telle dérogation puisse favoriser l'activité des passeurs est la raison qui aurait convaincu le parlement d'y renoncer. Il ajoute que dans l'ensemble, la loi sur les étrangers a fait ses preuves et que c'est une très bonne loi. Il constate qu'en 2018, vu

l'absence de dispositions sur les motifs honorables, il y a eu plus de 900 condamnations, pour assistance à l'immigration illégale. Selon lui, cela démontre qu'on avait un problème auquel cet article a cherché à répondre (Boschetti & Preiswerk, 2020). A mon humble avis, ce raisonnement ne peut pas être suivi : l'efficacité d'une loi ne se mesure pas à son nombre de condamnations.

Serge Beck du parti PLR, qui a aussi participé au débat en 2005, partage l'avis de Pfister lors de l'émission « Temps Présent ». Pour lui, n'y a pas de gentils passeurs et de méchants passeurs, il y a des gens qui ne respectent pas la loi et ces derniers doivent être sanctionnés même si c'est dans une proportion qui est différente. En 2020, après 15 ans, il maintient ce point de vue. Selon lui, cette loi propose un large éventail de sanctions et l'appréciation du juge est grande dans ce genre de situation. Il ajoute que cette loi a été prévue pour raffermir la lutte contre l'immigration illégale et pour durcir également les conditions d'arrivée des étrangers sous une pression populaire et politique de l'UDC (Boschetti & Preiswerk, 2020).

Dans son article, Kurt relève que le Conseil fédéral estime que par la ratification de la Convention de Genève et de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) par la Suisse et ses voisins, il n'existe plus de persécution dans le domaine de l'asile. Dès lors, selon eux, il n'est pas justifiable de prévoir des motifs honorables qui sont de nature à encourager le passage illégal aux frontières. En effet, à l'heure actuelle, la demande d'asile peut se faire à la frontière, ce qui n'était pas le cas sous l'ancien régime législatif (Kurt, 2020, p. 22). Cette loi qui est donc entrée en vigueur en 2008, a fait volatiliser la clause de non-punissabilité pour les personnes facilitant le séjour illégal en Suisse d'étrangers pour « motifs honorables ». Le Code pénal prévoit toujours une atténuation de peine si les motivations de la personne sont considérées comme honorables, mais la personne est malgré tout condamnée par la justice. Si la plupart des personnes condamnées écotent de jours-amende, elles se retrouvent cependant sur le banc des accusés. En effet, leur casier judiciaire se retrouve noirci et leur porte-monnaie allégé.

Selon les Amnesty international :

« En 2018, 972 personnes ont été condamnées en Suisse pour violation de l'article 116 de la Loi sur les étrangers et l'intégration (LEI). Pourtant, seuls 32 cas concernaient réellement des passeurs ou des personnes tirant profit de cette activité. Hormis 58 jugements liés à des activités rémunérées illégales, les 900 autres condamnations ont été prononcées à l'encontre de personnes agissant par solidarité, compassion, devoir familial ou dans le cadre d'un mariage » (Amenesty, 2020).

La conseillère nationale écologiste genevoise Lisa Mazzone a tenté de rectifier cette loi. Elle a déposé le 28 septembre 2018 une initiative parlementaire afin de réintroduire une clause de non-punissabilité lorsque les mobiles sont jugés honorables (Jeannet, 2018). Suite à cela, réunie le 8 novembre 2019, la Commission des institutions politiques du Conseil national a procédé à l'examen préalable de l'initiative parlementaire. La commission propose, par 15 voix contre 8, de ne pas donner suite à l'initiative (Gerhard, 2020). Finalement, Stefanie Kurt affirme que : « Le 23 janvier 2020, la Commission des institutions politiques a fait savoir qu'elle ne voyait pas de nécessité de procéder à une adaptation de la loi et qu'elle proposait donc le rejet de l'initiative » (Kurt, 2020, p. 22).

4.2 L'asile en Suisse

Je m'attarderai, pour ce deuxième concept, à la politique d'asile qui me semble être primordiale pour comprendre dans quel contexte les migrant·e·s évoluent. Cela me permettra aussi de préciser certains termes pour comprendre la différence entre migrant·e·s, migrant·e·s économiques, réfugié·e·s, sans-papiers, débouté·e·s etc. En effet, les statuts juridiques diffèrent selon cette classification et n'accordent pas les mêmes droits.

4.2.1 La politique d'asile en Suisse

Migrer, c'est se déplacer vers un autre lieu pour y vivre. **Un·e migrant·e**, c'est une personne qui se déplace. Le terme de « migration internationale » est utilisé lorsque la personne traverse une frontière pour s'installer dans un autre pays (Nouveau, 2018). Les migrations font partie des sociétés humaines et c'est grâce aux migrations que les sociétés se renouvellent. Face à celles-ci, les réactions des États-Nations dépendent de leur situation socio-économique, de leurs valeurs politiques et de leur législation. Il est important de différencier deux types de migrations : choisie ou forcée.

C'est à l'art. 3 al. 1 et 2 de la LEI, qui concerne l'admission, que nous pouvons différencier une admission en vue d'une activité lucrative ou, en revanche, pour un but qui concerne des motifs humanitaires :

« 1 L'admission d'étrangers en vue de l'exercice d'une activité lucrative doit servir les intérêts de l'économie suisse ; les chances d'une intégration durable sur le marché du travail suisse et dans l'environnement social sont déterminantes. Les besoins culturels et scientifiques de la Suisse sont pris en considération de manière appropriée.

2 Les étrangers sont également admis lorsque des motifs humanitaires ou des engagements relevant du droit international l'exigent ou que l'unité de la famille en dépend »

Ces lois insistent sur le fait qu'il est important de différencier la migration choisie de la migration forcée, car ces deux types de migrations sont régis par différentes lois. En effet, la **migration choisie** concerne les personnes qui se déplacent pour des raisons liées au travail (saisonniers, temporaires, permanents), à la formation (éducation, études), au mode de vie (choix de changer de vie, climat, aventure, raisons personnelles, loisirs), ou encore à l'amour (suivre un·e conjoint·e).

La **migration forcée**, quant à elle, s'exécute en cas de guerres, de conflits politiques ou ethniques, de régimes politiques malveillants, de dictatures, pour des raisons climatiques et pour finir, en raison de pauvreté économique. Ce type de migration est un choix contraint, notamment par la situation sociale, économique, politique, religieuse, et ce pour des raisons de survie dans le pays d'origine. Elle concerne seulement 5% de la migration en Suisse (Nouveau, 2018).

Comme exposé ci-dessus, ce sont des lois différentes qui vont être appliquées si la migration est à but économique ou si elle est forcée. Cependant, toutes sont concernées par les répercussions de l'art. 116 LEI.

4.2.1.1 La migration forcée : Le cas de l'asile

Après la seconde guerre mondiale, la politique suisse en matière d'asile s'est basée sur la Convention de Genève, établie en 1951 par la communauté internationale. Dès lors, les personnes qui se voient obligées de quitter leur pays et qui viennent en Suisse pour trouver refuge sont protégées contre les persécutions qu'elles subissent en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social déterminé ou de leurs opinions politiques (ODM, 2012). En Suisse, c'est la loi sur l'asile (LAsi), entrée en vigueur le 1er janvier 1981, qui règle l'octroi de l'asile et le statut de réfugié.

4.2.1.2 La procédure d'asile

« Le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) décide de l'octroi ou du refus de l'asile, ainsi que du renvoi d'un requérant de Suisse » (LAsi art. 6a al. 1). Le SEM est en charge de l'exécution des procédures d'asile. Depuis la révision de la loi sur l'asile,

du 1^{er} mars 2019, la plupart des procédures d'asile sont menées et terminées dans un délai de 140 jours. La procédure d'asile consiste à vérifier si les motifs invoqués sont crédibles et, si **le·la requérant·e d'asile (RA)** a la qualité de réfugié·e selon la loi sur la LAsi.

Les réfugié·e·s reconnu·e·s obtiennent généralement l'asile. Ce statut leur est en revanche refusé si, par exemple, ils·elles ont commis des actes répréhensibles ou menacent la sécurité de la Suisse. En règle générale, les requérant·e·s dont la demande est rejetée doivent quitter la Suisse. Cependant, avant l'exécution de leur renvoi, il y a lieu d'examiner si des motifs s'y opposent (voir point : 4.2.1.3 Quel statut pour qui ?). Si tel est le cas, le SEM décide d'admettre provisoirement la personne étrangère. Dans le cas contraire, les autorités cantonales compétentes en matière de migration sont chargées d'exécuter le renvoi, souvent en collaboration avec les services fédéraux concernés. Les RA débouté·e·s peuvent recourir contre la décision négative rendue par le SEM auprès du Tribunal administratif fédéral (TAF).

La demande d'asile est considérée comme une manifestation de volonté par laquelle une personne demande à la Suisse de la protéger contre des persécutions. Contrairement à la procédure d'asile, la demande n'est soumise à aucun critère formel. Elle peut être présentée oralement ou par écrit dans un centre fédéral pour requérant·e·s d'asile (CFA), à un poste frontalier suisse, ou dans un bureau de contrôle des frontières d'un aéroport suisse. A leur arrivée en Suisse, les RA déposent généralement leur demande dans l'un des six CFA. Ceux-ci se trouvent à : Altstätten (région Suisse orientale), Bâle (région nord-ouest de la Suisse), Balerna et Novazzano [jusqu'à nouvel ordre Chiasso], Boudry (région Suisse romande), Zurich (région Zurich) (OSAR, 2020).

La personne y séjourne jusqu'à son attribution à un canton ou son renvoi. Selon l'Office fédérale de la migration (ODM), on procède alors à leur enregistrement, à leur identification en relevant leurs empreintes. La procédure dure alors jusqu'à 140 jours. Après un examen approfondi, le SEM se prononce sur la demande d'asile et décide donc de la poursuite du séjour en Suisse ou alors du départ du RA (ODM, 2012).

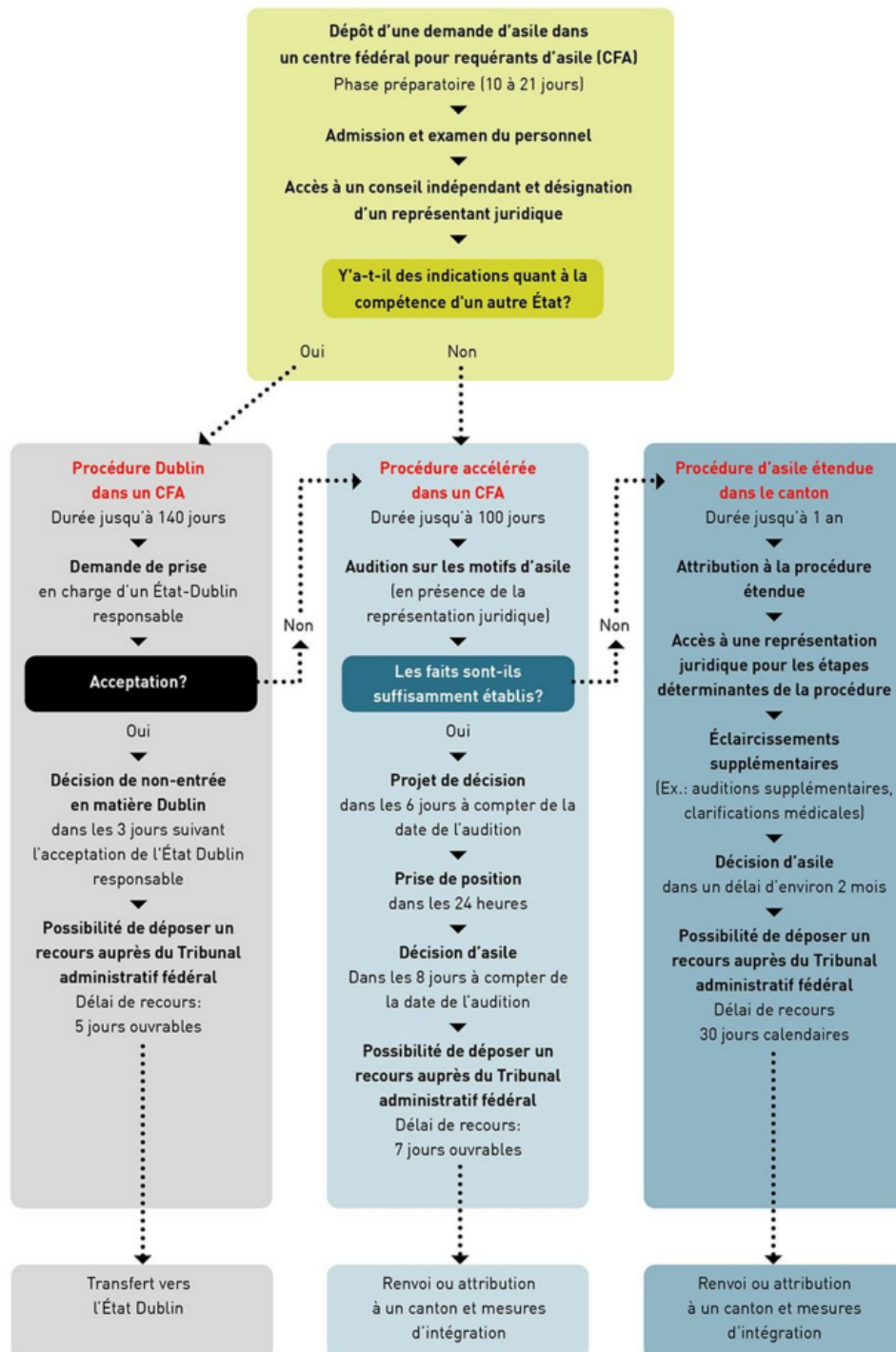


Figure 1 : OSAR procédure d'asile

Le schéma ci-dessus (Fig.1), créé par l'organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), représente le déroulement de la procédure d'asile (OSAR, 2020).

4.2.1.3 Quel statut pour qui ?

Lorsque la procédure d'asile est en cours, le·la RA obtient un **permis N** en attendant la décision du SEM (Malka & Grand-jean-jornod, 2017). Le·la RA obtient un statut de réfugié·e lorsque celui·celle-ci a pu rendre vraisemblable auprès des autorités les motifs qui l'ont poussé·e à quitter son pays d'origine. C'est un **permis B** réfugié (autorisation de séjour pour réfugié·e) qui est alors délivré. La personne est donc reconnue comme réfugiée et l'asile est accordée (Malka & Grand-jean-jornod, 2017). Son titre de séjour lui permet d'exercer une activité lucrative. Selon le site asile.ch : « le terme « réfugié » désigne toute personne qui, « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays. » (art. 1 A (2)).

Le **Permis C** réfugié qui est une autorisation d'établissement pour réfugié·e signifie que la personne a été reconnue comme réfugiée. Celle-ci a pu obtenir une autorisation d'établissement, après avoir séjourné un certain nombre d'années en Suisse au bénéfice d'un permis B réfugié et rempli des conditions, notamment d'intégration (Malka & Grand-jean-jornod, 2017).

Une admission provisoire pour réfugié·e peut être administrée. Il s'agit du **Permis F réfugié**. La personne est reconnue comme réfugiée mais l'asile n'a pas été accordé. Le site asile.ch affirme que : « Tel est le cas lorsque les autorités jugent qu'« elle n'est devenue un réfugié qu'en quittant son État d'origine ou de provenance » ou « en raison de son comportement après le départ » (Malka & Grand-jean-jornod, 2017). Un autre **Permis F** qui permet une admission provisoire pour étranger·ère est prononcée quand la demande d'asile est rejetée mais l'exécution du renvoi n'est pas licite, pas raisonnablement exigible ou pas possible. D'après le site asile.ch : « cela signifie que le renvoi mettrait sa vie en danger, essentiellement en raison d'une situation de guerre, de violence généralisée, de risque de peine de mort, de torture, ou du fait de sa vulnérabilité » (Malka & Grand-jean-jornod, 2017). La Suisse reconnaît le besoin de protection internationale. Cependant, contrairement au permis F réfugié, la qualité de réfugié·e n'est pas établie avec le permis F étranger·ère. Techniquement, dans les

deux cas d'admission provisoire, les autorités rendent une décision négative assortie d'une décision de renvoi dont l'exécution est jugée inexigible, illicite ou impossible (Malka & Grand-jean-jornod, 2017).

L'admission provisoire est régie par l'art. 83 de la LEtr. Il a la teneur suivante :

« Art. 83 Décision d'admission provisoire

1 Le SEM décide d'admettre à titre provisoire l'étranger si l'exécution du renvoi ou de l'expulsion n'est pas possible, n'est pas licite ou ne peut être raisonnablement exigée.

2 L'exécution n'est pas possible lorsque l'étranger ne peut pas quitter la Suisse pour son État d'origine, son État de provenance ou un État tiers, ni être renvoyé dans un de ces États.

3 L'exécution n'est pas licite lorsque le renvoi de l'étranger dans son État d'origine, dans son État de provenance ou dans un État tiers est contraire aux engagements de la Suisse relevant du droit international.

4 L'exécution de la décision peut ne pas être raisonnablement exigée si le renvoi ou l'expulsion de l'étranger dans son pays d'origine ou de provenance le met concrètement en danger, par exemple en cas de guerre, de guerre civile, de violence généralisée ou de nécessité médicale »

Selon l'art. 64 de la LEtr, lorsqu'un·e requérant·e n'a pas été en mesure de prouver les motifs qui l'ont conduit à demander l'asile en Suisse, il·elle fait l'objet d'une décision de renvoi.

Une attestation de délai de départ est délivrée aux **personnes déboutées** ou **frappées d'une non-entrée en matière (NEM)**. Leur demande d'asile a fait l'objet d'une décision de renvoi exécutoire par décision ordinaire ou de NEM. Cela concerne aussi les personnes ayant demandé le réexamen de leur demande d'asile après une décision négative ou les personnes ayant déposé plusieurs demandes d'asile en Suisse.

RA débouté·e : Un·e étranger·ère débouté·e est une personne ayant reçu une décision de renvoi exécutoire suite au rejet de sa demande d'asile en procédure ordinaire ou par décision de non-entrée en matière (NEM) et qui est tenue de quitter la Suisse. Les RA sont débouté·e·s du droit d'asile lorsque les motifs ne correspondent pas aux critères d'octroi du statut de réfugié ou lorsque les motifs de fuite sont insuffisants selon le SEM. Dans certains cas (NEM Dublin notamment), cela ne signifie pas que la personne concernée n'a pas besoin de protection internationale. Ces personnes n'ayant plus le droit de séjourner en Suisse, elles n'ont pas de permis, mais une attestation de délai de départ, qu'elles doivent faire réviser régulièrement par les autorités cantonales en charge de la migration. Elles n'ont plus le droit de travailler. Elles peuvent demander une aide minimale pour survivre : l'« aide d'urgence » (Malka & Grand-jean-jornod, 2017).

Personnes frappées d'une **NEM** : Cette décision, prise par les autorités, implique d'écarter une demande d'asile sans examiner sur le fond les motifs de fuite invoqués par la personne en demande de protection. Généralement, cela ne signifie pas que la demande est jugée infondée, mais qu'elle doit être examinée par un autre État ou l'a déjà été (exception faite des NEM d'États d'origine sûrs) (Malka & Grand-jean-jornod, 2017). La personne peut donc avoir été ou se voir ultérieurement reconnue comme réfugiée après un examen approfondi de sa demande d'asile. Quatre motifs formels que je ne développerai pas ici peuvent être invoqués pour prononcer une décision de NEM. (Malka & Grand-jean-jornod, 2017).

Personnes **sans-papiers**, sans statut légal : Selon le SEM « le terme "sans-papiers" désigne les étrangers entrés en Suisse (avec ou sans visa selon les dispositions en vigueur pour leur pays d'origine) étant restés en Suisse, bien qu'ayant dépassé l'autorisation de séjour autorisée (clandestins). Le terme de "sans-papiers" ne signifie pas que ces personnes sont démunies de documents d'identité ou de voyage » (SEM, 2020). Ces personnes séjournent en Suisse sans autorisation. Il existe plusieurs raisons ; soit parce que le visa de touriste ou d'étudiant ou le permis de travail est échu ; soit parce que la demande d'asile a été refusée de façon définitive ; soit parce qu'elles sont entrées en Suisse sans visa de façon irrégulière et n'ont pas déposé de demande

d'asile. Une personne sans-papiers peut s'avérer être un·e réfugié·e ou un·e apatride (Malka & Grand-jean-jornod, 2017).

4.2.1.4 L'aide d'urgence

Les personnes frappées d'une NEM ou déboutées n'ont plus le droit de travailler et l'aide sociale n'est pas envisageable. Elles se retrouvent ainsi réduites à demander l'« aide d'urgence », octroyée en vertu de l'art. 12 de la Constitution fédérale.

« Art. 12 Droit d'obtenir de l'aide dans des situations de détresse

Quiconque est dans une situation de détresse et n'est pas en mesure de subvenir à son entretien a le droit d'être aidé et assisté et de recevoir les moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine »

Cette aide consiste en une prestation de survie qui est remise la plupart du temps sous forme de bons ou en nature (barquettes de nourriture déjà préparées, etc.). Elle se trouve plus rarement donnée en espèces (environ 10 francs par jour, voire moins). Imposant un contrôle administratif intense, parfois quotidien, l'« aide d'urgence » est conçue comme un dispositif d'incitation au départ (Malka & Grand-jean-jornod, 2017).

Comme expliqué dans le deuxième chapitre du document, en 2008, de nouvelles restrictions sur le droit d'asile sont apparues. Cette mise en application a abouti à des espaces de vie pour une majorité de RA. Ces lieux participaient à un dispositif d'ensemble qui avait été introduit dès 2004, en Suisse, sous le nom d'« aide d'urgence » (de Coulon, 2019). Ce régime est un outil administratif pour la gestion d'une population étrangère illégalisée. Depuis 2003, des mesures d'économies publiques ont été mises en place pour que les RA débouté·e·s n'aient plus accès à l'aide sociale. Le but de cette modification était d'encourager les personnes qui n'avaient pas l'autorisation de rester en Suisse à quitter le pays (de Coulon, 2019). Néanmoins, dès sa formulation, cette décision semblait être paradoxale avec le contexte social et historique de la Suisse. En effet, l'imaginaire collectif des helvètes s'articule notamment autour d'une tradition humaine et d'une neutralité dans les conflits internationaux (de Coulon, 2019). De plus, cette modification législative mène

à un processus de clochardisation des RA débouté·e·s (de Coulon, 2019). Enfin, un dernier argument contre cette modification résidait dans le fait qu'elle n'allait pas dans le sens de l'art. 12 de la constitution (de Coulon, 2019).

Dès 2004, la mise en place de la suppression de l'aide social ne concernait que les personnes frappées d'une NEM. C'est en 2008 que cette restriction s'est étendue à l'ensemble des personnes n'obtenant pas de permis de séjour en Suisse (de Coulon, 2019). Cependant, ces personnes ont tout de même le droit de demander une aide publique sous forme d'aide d'urgence. La compétence pour attribuer l'aide d'urgence revient aux cantons. Cela sous-entend 26 systèmes d'aide d'urgence différents, ce qui peut entraîner des inégalités de traitements (de Coulon, 2019). Cependant, dans chacun de ces lieux, les conditions de vies y sont existentielles. C'est donc un toit, de la nourriture et des soins d'urgences qui sont assurés.

4.3 L'éthique du travail social dans le domaine de la migration

Dans ce chapitre, il convient d'intégrer les TS à la problématique choisie. En effet, comme évoqué auparavant, selon leurs mandats, ces derniers·dernières côtoient des personnes issues de la migration. Ils·elles sont donc confronté·e·s directement aux dilemmes éthiques de l'aide illégalisée. Je commence par définir le travail social puis discute son évolution. J'aborde ensuite les valeurs du travail social et précise deux composantes éthiques qui permettent d'analyser la situation de l'aide illégalisée. Les enjeux auxquels sont confronté·e·s les TS sont ensuite amenés afin de mettre en évidence les dilemmes contemporains de la profession. Les postures et attitudes liées aux tensions des pratiques sont alors discutées. Finalement, les trois raisons principales qui peuvent expliquer un délit de solidarité viennent clore ce dernier axe du cadre théorique.

4.3.1 Les contours du travail social

Pour mieux comprendre ce qu'est le travail social actuel, j'ai choisi de m'appuyer sur une définition approuvée par l'assemblée générale de l'International Association Of Schools Of Social Work (IASSW), du 10 Juillet 2014 :

« Le travail social est une pratique professionnelle et une discipline. Il promeut le changement et le développement social, la cohésion sociale, le développement du pouvoir d'agir et la libération des personnes. Les principes de justice sociale, de droit de la personne, de responsabilité sociale collective et de respect des diversités sont au coeur du travail social. Etayé par les théories du travail social, les sciences sociales, les sciences humaines et des connaissances autochtones, le travail social encourage les personnes et les structures à relever les défis de la vie et agit pour améliorer le bien-être de tous » (EASSW, 2017).

Cette définition, qui parle d'amélioration du bien-être de tous et toutes, me fait écho. En effet, les TS ont le devoir de s'occuper, non seulement de tous et toutes, mais particulièrement des minorités et des personnes fragilisées. Les personnes migrantes qui arrivent dans un pays inconnu sont de toute évidence plus vulnérables.

Effectivement, elles n'ont pas forcément une connaissance profonde du système Suisse et n'ont parfois pas l'entourage nécessaire pour éviter la précarisation. C'est aux TS d'intervenir dans un principe de justice sociale envers cette population.

Selon Gaspar, le travail social est parfois critiqué et n'a guère bonne réputation. En effet, il est décrié par une politique de droite car il représente une forme d'assistanat et à gauche, il est accusé de contrôle social (Gaspar, 2012, p. 10). Ainsi, cette profession est souvent remise en question de par son histoire et ses pratiques. « Ni totalement répressif, ni totalement émancipateur, le social double fait les deux, et il fait toujours les deux en même temps. Et là réside la solidité de son lien fragile » (Autès, 2013, p. 70). Pour Bouquet, l'histoire du travail social s'est construite avec une logique d'abord de pitié en lien avec la charité, puis d'égalité liée à la seconde guerre mondiale et finalement de cohésion dès les années soixante (Bouquet, 2017, p. 35). La transformation de la société impacte directement le travail social.

4.3.2 Une prise en charge qui évolue dans le domaine de la migration

La « prise en charge » sociale des migrant·e·s a évolué suivant les années et les événements. Ainsi, selon Amiguet et Julier, la manière d'aborder le travail social avec les migrant·e·s se modifie selon la perception que l'on a de leur place dans la société d'origine et dans la société d'accueil. Ces différents facteurs ont été influencés très fortement par la politique migratoire de la Suisse (2004, p. 39). D'après Amiguet et Julier, dès la fin de la seconde Guerre mondiale jusqu'au milieu des années 90, les migrant·e·s étaient invisibles et remis entre les mains des associations, des institutions voire des églises. Puis, une politique de stabilisation et d'autorisation apparaît. La Suisse se rend compte que les migrants ont des familles. Mais ces familles sont perçues comme problématique, avec un grand retard et des difficultés pour « rattraper » la société suisse. Le travail social s'inscrit donc dans une logique réparatrice. Il faut soigner, éduquer, émanciper (2004, p. 40). En 1981, avec l'entrée en vigueur de la loi sur l'asile, de plus en plus d'exilés originaires des pays du Sud arrivent en Suisse. Une nouvelle forme d'accompagnement consiste à prendre en compte les ruptures et les traumatismes. Le but est de créer des liens entre la société d'origine et celle d'accueil (Amiguet & Julier, 2004, p. 40). On assiste donc à une médicalisation du problème des réfugié·e·s (Amiguet & Julier, 2004, p. 41). Durant

cette période, on continue de croire que les migrant·e·s ont des problèmes et à les considérer comme une population qui pose des difficultés. La Suisse souhaiterait une sorte d'assimilation de la part des migrant·e·s. C'est-à-dire, que ces derniers·dernières s'adaptent, s'intègrent et vivent avec les habitudes helvétiques (Amiguet & Julier, 2004, p. 40). Pour Amiguet et Julier, actuellement, il est important de construire ensemble des droits et des devoirs citoyens et le sentiment d'appartenir à une communauté. L'enjeu du vivre-ensemble devient alors primordial (2004, p. 38). Les deux auteurs argumentent : « Même si les approches assimilationnistes continuent à avoir leurs adeptes, de nouvelles réalités et de nouveau discours rendent les professionnels attentifs à la complexité des constructions culturelles des sociétés européennes, la Suisse comprise » (2004, p. 41). La réalité du vivre-ensemble entre les cultures que nous connaissons aujourd'hui permet, petit à petit, d'élaborer une perspective interculturelle (Amiguet & Julier, 2004, p. 41). Ainsi, selon moi, l'évolution positive d'un vivre ensemble porté par le travail social entre en collision avec le cadre légal qui accorde des statuts différents et qui questionne cette idée du « vivre-ensemble » que les TS doivent porter.

4.3.3 Une profession chargée de valeurs

Il est impossible de se passer du concept des valeurs lorsque l'on définit les contours de cette profession. En effet, elles font partie du travail social qui est décrit comme une activité « chargée de valeurs » (Bouquet, 2017, p. 9) et « Les valeurs donnent du sens à ce qui est dit ou fait » (Bouquet, 2017, p. 43). Les valeurs ne sont pas stables mais sont des concepts qui se modifient et que l'on doit définir et bâtir pour permettre une société avec un système de valeurs cohérent (Bouquet, 2017, p. 33). Si je m'intéresse plus précisément aux valeurs du travail social, Bouquet explique que ces valeurs fluctuent, se modifient, se stabilisent, suivant la période historique (2017, p. 34) et ce sont ces valeurs qui vont orienter la plupart des actions (2017, p. 42). Le tableau suivant (tab. 1) a été tiré de l'ouvrage de Bouquet. Il met en avant des valeurs que veut porter le travail social. J'ai retenu celles-ci :

Les valeurs humanistes	Envers la personne usager
------------------------	----------------------------------

	respect, écoute, autonomie, liberté, libre arbitre, dignité, aide, disponibilité, implication ... Qualités professionnelles loyauté, tolérance, compétences, engagement, durabilité, franchise, honnêteté, intégrité, exemplarité
Les valeurs démocratiques	Justice sociale, citoyenneté, cohésion sociale, utilité sociale, intérêt général ...
Les valeurs fondées sur le droit	Discrétion, confidentialité, secret, respect des droits individuels et collectifs, respect des droits des usagers, protection des personnes et des biens, responsabilité ...

Tableau 1 : Valeurs du travail social (Bouquet, 2017, p. 50)

Cependant, pour Bouquet, partager des valeurs communes générales ne suffit pas. En effet, les valeurs n'ont de réalité qu'intériorisées, portées par la force d'une conviction qui cherche à les faire partager à autrui (2017, p. 51). Connaître les valeurs ne suffit pas non plus, il faut les incarner et les appliquer dans la pratique professionnelle (Bouquet, 2017, p. 53). Il y a toujours un décalage entre la capacité et la détermination de l'acteur·actrice à vouloir appliquer ses valeurs et la réelle possibilité de les mettre en œuvre (Bouquet, 2017, p. 51). Ces valeurs vont mener à une pratique qui se veut éthique (Bouquet, 2017, p. 54).

4.3.4 L'éthique du travail social

Avec la thématique du délit de solidarité, aborder l'éthique est indispensable. Selon Bouquet, parler d'éthique permet de réfléchir sur les valeurs et ne pas faire de généralités. Cela permet aussi de mettre en lumière le sens et la finalité du travail social (Bouquet, 2017, p. 1). Pour Lamoureux, l'éthique est synonyme de « responsabilité personnelle qui ne peut se diluer dans le grand tout anonyme de la responsabilité collective » (Lamoureux, 2003, p. 8). Bouquet cite Paul Ricoeur qui parle de l'éthique comme étant : « la visée de la vie bonne avec et pour autrui dans des

institutions justes » (Bouquet, 2017, p. 17). Si l'éthique répond à la question du « comment vivre », cela signifie qu'il faudrait se poser cette question à chaque situation et s'interroger sur la démarche pour trouver la solution « juste » (Bouquet, 2017, p. 70). Ainsi, réfléchir sur l'éthique des TS et ses pratiques face aux personnes qui n'ont pas l'autorisation de rester en Suisse me semble légitime car la situation des migrant·e·s change constamment et réfléchir sur les actions réelles des TS pour accompagner ces gens est indispensable. En effet, si le travail social n'œuvre plus pour la condition humaine, selon Depenne, il se « dirige vers un avenir d'automate, de simple exécutant, de « faiseur d'actes » [...] Ce qui légitime sa seule raison d'être : l'accueil de l'Autre-homme fragilisé » (Deppen, 2013, pp. 12, 13). Bouquet retient trois approches éthiques pour aider à définir les caractéristiques éthiques du travail social : L'éthique de la conviction, l'éthique de la responsabilité et l'éthique de la discussion (Bouquet, 2017, p. 19). « Ces trois approches se complètent et aident à définir les caractéristiques éthiques du travail social » (Bouquet, 2017, p. 20). Les TS sont enrichis par d'autres types d'éthique (Bouquet, 2017, p. 25), cependant, j'approfondirai dans mon travail uniquement l'éthique de la conviction et l'éthique de la responsabilité.

L'éthique de la conviction se préoccupe du principe moral de l'action. L'acteur ou l'actrice ne se préoccupe pas des conséquences de son action car selon lui·elle, c'est l'autorité des lois qui dénoncent le bien et le mal. Ces obligations sont alors absolues (Bouquet, 2017, p. 19). Selon Bouquet, « Le travail social défend une éthique des convictions. En effet, celle-ci permet de défendre la place de son identité, dans son rapport avec les autres dans son environnement et avec sa citoyenneté » (2017, p. 20). Il·elle sent ce qu'il y a à l'intérieur de lui·elle-même, au plus près de ses convictions personnelles. Pour exemplifier cela, les TS qui portent une valeur très forte de l'hospitalité et qui font face à une situation qui leur semble injuste, vont rester fidèles à leurs convictions personnelles : aider sans penser aux conséquences.

L'éthique de responsabilité part du principe que « seul le résultat compte ». Elle met en avant les conséquences de l'action de la personne. Pour elle, il est impossible de décharger sur les autres les conséquences de sa propre action (Bouquet, 2017, p. 19). L'évolution permanente et la complexité oblige l'éthique de responsabilité du TS. Cela

signifie : « je veux répondre de mes actes » (Bouquet, 2017, p. 19). Ici l'acteur ou l'actrice se sent responsable par rapport à ce qu'il·elle fait et va penser aux conséquences de son action. Seul le résultat compte. Par exemple, si le·la TS se retrouve dans une situation tendue, il·elle va réfléchir et se tourner vers les lois ou le cadre de l'institution. Il·elle va suivre une éthique de la responsabilité et ne pas enfreindre la loi car il·elle pense aux conséquences.

4.3.5 Les crises éthiques et les dilemmes des TS dans le domaine de la migration

Selon Bouquet, les problèmes éthiques peuvent mener à un dilemme. Le dilemme est une alternative avec deux propositions contraires ou contradictoires, entre lesquels il y a une obligation de choisir. Il faut donc faire un choix entre deux alternatives indésirables qui ne mène à aucune solution satisfaisante (2017, p. 91). Peu importe l'action choisie, elle pose problème et engendre une infraction à un autre devoir. Les TS, lors d'une situation contradictoire, vont alors agir en fonction de leurs valeurs personnelles ou des valeurs institutionnelles. Donc si un dilemme se pose, il serait intéressant de voir ce que les TS vont d'abord privilégier. Est-ce que le respect de la charte institutionnelle de l'employeur·employeuse passe avant les valeurs personnelles ? ou l'inverse ? Est-ce qu'il n'existe pas de dilemme car les valeurs personnelles rejoignent celles de l'employeur·employeuse ? Les attentes envers les professionnelles différeront si l'employeur·employeuse travaille pour l'État ou s'il s'agit d'une association. Dans le cadre de ma recherche, si le·la TS agit illégalement pour aider une PA et écoute ses valeurs personnelles, l'éthique de la conviction semble primée sur l'éthique de la responsabilité. Ainsi, selon Amiguet & Julier, que ce soit pour les migrant·e·s ou les TS, les deux parties font face à des contradictions (2004, p. 42).

Ainsi, l'épuisement professionnel n'est pas rare pour les TS. Selon Michel Autès, les TS qui décèdent ou sont mis à mal se sont multiplié·e·s dès la fin des années 90. En effet, selon lui c'est : « Comme si le travail social était devenu vraiment encombrant dans un contexte social et politique où le model culturel dominant cherche à rendre les individus responsables de tous les maux qui les accablent » (2013, p. 287). Pour Bouquet, actuellement, certains auteur·e·s parlent de crise éthique en travail social (2017, p. 54). L'auteure recense plusieurs enjeux contemporains qui impacte cette

crise du travail social. J'ai décidé, dans le cadre de mon travail, de développer uniquement ceux-ci : L'individualisme, le néolibéralisme et l'État social, le rapport de tension entre éthique et droit.

Premièrement, nous vivons dans **une société individualiste**, où, selon Bouquet, « chacun se construit par lui-même et se définit une stratégie face à la complexité du monde » (2017, p. 56). Autès dénonce à son tour cet individualisme et affirme que le culte de l'individu n'a jamais été autant prôné que dans notre civilisation (Autès, 2013, p. 293). C'est donc dans ce contexte que s'exerce le travail social, en face d'individus responsables d'eux-mêmes, quand bien même ces PA sont soumis à la contrainte sociale d'être elles-mêmes dans un modèle culturel basé sur l'individualisme. Les TS ont alors, dans ce même ordre d'idées, affaire à des personnes libres et les plongent dans des idéaux démocratiques qui leur laissent croire qu'il n'y a plus d'inégalités entre les gens (Autès, 2013, p. 290). Dans le cadre de ma thématique, les solutions proposées telles que les centres d'aide d'urgence sont des réponses très globales et non-individualisées. Cela ne permet donc pas de répondre aux attentes d'une société individualiste et émancipatrice. Les PA se retrouvent alors pris en étau, dépendantes d'un système qui ne leur accorde pas une individualité propre et qui ne leur permet pas de prendre leur vie en main. Selon moi, considérer que chacun·e a les mêmes chances, sans prendre en compte les inégalités du système, mènent les TS à ne plus se « préoccuper » du sort des personnes qui ne possèdent pas le « bon statut ». Ainsi, le risque qui en découle est que la souffrance humaine devienne uniquement « l'affaire de la PA » et non plus du ressort du TS comme chacun est « responsable » de sa vie. Selon Autès, « Le travail social est toujours le rappel que le sort d'autrui n'est pas séparable d'un certain état de rapports sociaux dont chacun est responsable, non seulement pour lui-même mais aussi pour l'autre. Pas de travail social sans fraternité qui doit s'exprimer non pas dans une compassion humanitaire mais dans un projet politique de vivre ensemble » (Autès, 2013, p. 298). De plus, pour Autès, on s'immisce dans la vie des gens pour contrôler les bonnes relations en famille, des photocopies des livrets de caisse d'épargne sont demandées pour bénéficier d'une aide, des caméras surveillent les lieux publics etc. Ainsi, le contrôle exercé sur les personnes qui n'ont pas les papiers « adéquats », projettent les TS dans une logique de suspicion. Cité dans l'ouvrage de Coulon, Didier Fassin, affirme que : « le dilemme du

TS, placé dans une situation de pouvoir, partagé entre l'habitus compassionnel et la logique de l'exclusion, se retrouve au cœur de la logique contemporaine » (de Coulon, 2019, p. 114). Ainsi, les politiques accentuent la figure de la personne réfugiée comme martyr et désigne comme criminel·le celui ou celle qui usurpe son identité, ici les personnes NEM ou déboutées (de Coulon, 2019, p. 114). Les TS qui côtoient cette population se retrouvent donc pris en tenaille entre une logique de suspicion et de compassion (de Coulon, 2019, p. 114). Les TS subissent les contradictions de leur profession. D'une part ils·elles doivent être orienté·e·s vers l'aide à autrui mais de l'autre côté vers son contrôle. Amiguet et Julier écrivent que : « Selon les circonstances, les législations, les missions institutionnelles, le risque d'emprise du pôle contrôle sur le pôle aide est toujours présent et interpelle l'éthique des TS » (Amiguet & Julier, 2004, p. 44). Pour exemplifier les propos ci-dessus, je vais exposer une situation pratique. Suite aux nouvelles restrictions sur le droit d'asile en 2008, l'aide sociale a fait place aux centres d'aide d'urgence pour les NEM, RA, et débouté·e·s. L'étude de Giada de Coulon réalisée en 2012, dans un centre d'aide d'urgence romand, révèle que l'assistante sociale du centre avait fait part à la chercheuse de la contradiction de son travail. En effet, elle était chargée de l'accompagnement psychosocial, mais avant tout, à l'encouragement de ne plus envisager leur futur en Suisse. Son discours qui encourageait les personnes à quitter la Suisse avait pour effet que les personnes envisageaient une entrée dans une clandestinité la plus complète : « Simultanément, elle tentait de répondre aux exigences cantonales qui attendaient d'elle un soutien à la préparation au retour des personnes déboutées d'asile » (de Coulon, 2019, p. 115).

Deuxièmement, **le néolibéralisme** ébranle les pratiques du travail social. Selon Bouquet, ce terme « désigne à la fois une idéologie, une vision du monde, des modes de gouvernement, des théories marquant une radicalisation du libéralisme » (Bouquet, 2017, p. 231). Cela impacte tout ce qui concerne la cohésion de la société et ébranle aussi le travail social. La crise économique est révélée lorsque l'on voit l'augmentation de la pauvreté, des inégalités et l'aggravation de l'exclusion. Pour Bouquet : « Il ne faut pas s'étonner que l'éthique accorde une attention spéciale aux questions socio-économiques. Une société qui se définit uniquement en terme économique est d'abord une société de la lutte et de la compétition dans laquelle la justice est inévitablement

bafouée » (2017, p. 57). Autès cite Nicole Questiaux qui relève que l'action sociale a ses propres limites et qu'elle s'inscrit dans une politique économique, dont les résultats semblent devoir être prouvés par les TS (2013, p. 53). Cela impacte la profession du travail social car actuellement, les résultats doivent être mesurés. On assiste donc à des logiques de gestion au détriment de ses fonctions de mission (Autès, 2013, p. 136). Selon moi, les restrictions économiques impactent aussi les lois et expliquent ces décisions politiques de plus en plus restrictives. Bien que ces dispositifs soient nécessaires pour assurer une efficacité et une cohérence des pratiques entre professionnel·le·s, un risque subsiste. En effet, pour Bouquet, lorsque les TS deviennent de plus en plus normatifs, rigides, sans espace d'autonomie, ils·elles ne se retrouvent plus dans la relation qui donne sens au support de l'intervention sociale (2017, p. 64). Un dilemme apparaît alors : respecter le cadre normatif et n'avoir plus assez de temps pour la relation ou favoriser la relation allant à l'encontre du cadre normatif. Si un délit de solidarité se produit, le cadre normatif est transgressé et la relation va alors primer. Les institutions sociales en charge des personnes migrantes se retrouvent obligées de mettre en œuvre les exigences cantonales. En effet, elles sont contrôlées et financées par le canton. Cependant, « Les fonctionnaires n'endossent pas toujours la vision de l'État et parfois même s'y opposent » (de Coulon, 2019, p. 112). Comme le confirment Amiguet et Julier, beaucoup de TS ne se reconnaissent plus dans les tâches administratives et de contrôle qui sont exigées (Amiguet & Julier, 2004, p. 55). Les idéaux et les valeurs portés jusque-là sont souvent en rupture avec la réalité professionnelle (Amiguet & Julier, 2004, p. 55).

Le troisième enjeu qui impacte le travail social concerne **la tension entre l'éthique et le droit**. Selon Bouquet, « la concrétisation des valeurs d'une société se fait la plupart du temps par le droit » (2017, p. 46). Ici, nous pouvons nous questionner sur le droit de la migration toujours plus restrictif et donc de ce que la société porte comme regard sur les migrant·e·s en général. Pour Lamoureux, « les travailleurs sociaux comprennent très bien l'importance de respecter la loi, les normes de pratiques et les règles de fonctionnement des différents milieux d'exercice » (Lamoureux, 2003, p. 70). Pour Bouquet, le droit permet une certaine sécurité en raison de la prévisibilité des comportements humains. De plus, il a l'avantage d'être clair sur les objectifs déterminés par la démocratie. Cependant, un droit « juste » étant un compromis

éthique, doit évoluer en même temps que les changements sociétaux pour réguler au mieux le « vivre ensemble ». Ainsi, pour éviter l'injustice, la justice doit être fondée sur une justification éthique de cette dernière (2017, p. 58). L'insécurité générée par le contexte actuel amène la loi à devenir plus réglementaire (Bouquet, 2017, p. 59). Bouquet soulève la problématique de l'indépendance réelle des pratiques sociales des TS par rapport à l'autorité judiciaire qui engendre des débats sur les limites du travail social et son positionnement face à la justice (2017, p. 59). L'auteure se questionne de la sorte : Peut-on envisager que les TS transgressent la légalité au nom des principes éthiques ou qu'ils·elles en suspendent provisoirement l'application ? (2017, p. 59). Elle questionne aussi la possibilité de dire « non » devant les agissements contraires aux valeurs professionnelles. Ses questions m'interpellent particulièrement lorsque je fais un parallèle avec le délit de solidarité. En effet, dans le cadre d'une aide illégale, nous pouvons nous poser ces mêmes questions si la situation semble injuste pour la PA. Nous pourrions nous demander comment réagir en tant que TS dans une telle situation. Pour Bouquet, ce qui est légal n'est pas forcément reconnu comme légitime. D'après elle, cela signifierait une capacité d'indignation et d'engagement avec ses risques et ses conséquences (2017, p. 60). Ainsi, selon l'auteure, le droit est sujet à évolution car il est lié aux pratiques sociales qui changent. Par exemple, l'avortement autrefois pénalisé est maintenant légal (2017, p. 60) en Suisse.

4.3.6 Des postures qui diffèrent pour faire face aux tensions

Les TS se retrouvent alors dans des situations tendues avec des dilemmes liés à leurs mandats, aux attentes institutionnelles et des bénéficiaires dans la relation d'aide.

« Le TS, coincé entre les dirigeants et les clients, entre le marteau et l'enclume, est pris dans un paradoxe quotidien : il doit à la fois restaurer l'autonomie de son client (ce qui suppose qu'il lui fasse confiance) et vérifier s'il n'est pas un apathique ou un profiteur (ce qui suppose qu'il se méfie de lui) » (Bajoit, 2005, p. 124).

En effet, pour Bouquet, la loyauté envers l'employeur-employeuse peut être en contradiction avec les valeurs et responsabilités du travail social envers les PA. Par cette logique libérale vu ci-dessus, les institutions sont contraintes d'être le plus

efficace possible : le travail social est vu comme un marché. Cependant la réalité du terrain et les réelles attentes des PA n'entrent pas dans cette logique de management (2017, p. 65). Cet enjeu met en avant toutes les difficultés d'être TS lorsque des valeurs contradictoires sont touchées. Passer par une suite d'ajustements et de réajustements pour que les TS puissent continuer à trouver du sens à leur profession est indispensable (Gaspar, 2012). Je fais donc un lien avec les violences structurelles qu'ils·elles subissent. Pour comprendre quels profils peuvent se dégager lors de situations tendues et face aux demandes contradictoires, je me suis intéressée à Guy Bajoit qui en dépeint trois. Les TS ont plusieurs « profils » et différentes manières de réagir face à cette violence structurelle liée au système et aux dirigeant·e·s. Selon Bajoit, « les dirigeants sont pris dans un contexte qui leur impose des contraintes juridiques, politiques et financières. Ils répercutent ces contraintes sur les TS : des contrats et des conditions de travail souvent précaires, trop de dossiers à gérer, trop d'urgences, trop peu d'argent, trop de bureaucratie, trop de politisation » (Bajoit, 2005, p. 128). L'auteur précise que chacun·e tend à individualiser sa défense en adoptant principalement ces trois stratégies : la loyauté, le pragmatisme et la fuite (Bajoit, 2005, p. 128).

La loyauté suppose que les TS s'obligent à être fidèles à leur vocation et faire du « vrai » travail social leur tient à cœur. Ils·elles se dévouent, font des heures supplémentaires, suivent des formations et expérimentent de nouvelles méthodes de travail. Le risque d'épuisement professionnel n'est pas rare (Bajoit, 2005, p. 128). Si un dilemme en lien avec l'aide illégale apparaît et semble injuste pour le·la TS, ces TS pencheraient pour une action en adéquation avec les valeurs liées au « vrai » travail social et ses principes humanistes. Le pragmatisme semble être tout l'opposé. Les TS se soumettent aux exigences des dirigeant·e·s et aux normes de l'institution. L'investissement donné est minimal, « sans plus ». Le respect des règlements sont primordiaux. Les TS deviennent rigides et « surconformistes ». Un jeu de pouvoir s'installe jusqu'à faire subir aux PA toute la rigueur de la bureaucratie du soupçon (Bajoit, 2005, p. 128). Si un dilemme en lien avec l'aide illégale apparaît et semble injuste pour le TS, j'émets l'hypothèse que la réaction sera de suivre le cadre légal et d'appliquer les règles. Finalement, la fuite est une stratégie qui se remarque lorsque les TS changent de métier, passent à mi-temps ou veulent changer de fonction pour

éviter le contact direct avec les clients ou tombent malade (Bajoit, 2005, p. 128). Si un dilemme en lien avec l'aide illégale apparaît et semble injuste pour le·la TS, il·elle demanderait de s'éloigner de cette situation difficile.

Selon Bajoit, si les trois stratégies évoquées ci-dessus sont fréquentes, la protestation collective, en revanche, n'est pas de mise chez les TS (Bajoit, 2005, p. 128). En effet, il y a peu de défense organisée des intérêts de la profession, peu de grèves ou de luttes et peu de solidarité entre les TS. Il est difficile d'expliquer pourquoi les TS se défendent si peu par l'action collective. Pour Bajoit, quelques pistes existent. Par exemple, le travail social reste une mission de dévouement, les emplois sont précaires et chacun·e craint de les perdre, les TS sont surchargé·e·s et n'ont pas de temps à consacrer à leur propre organisation et les trois autres postures semblent plus immédiates dans leurs effets, moins coûteuses en temps et en énergie (Bajoit, 2005, p. 129). Mais Bajoit propose une raison plus profonde : « pour construire une solidarité, il faut se fonder sur une identité fière, sur une haute conscience de l'importance de la contribution que l'on apporte à la société et sur la conviction qu'en agissant ensemble il est possible de changer les choses. On peut douter (mais il faudrait vérifier) que ces trois conditions soient présentes chez la majorité des TS » (Bajoit, 2005, p. 129).

4.3.7 La solidarité malgré l'illégalité

Lors d'un entretien mené par Pierre Natanaël Bussièrre, l'anthropologue Michel Agier affirme que malgré l'absence de politique forte en faveur de l'accueil des migrant·e·s, il constate une mobilisation de citoyens autour de cette cause (2018). Il a distingué trois raisons principales à ces élans de solidarité : la souffrance, la ressemblance et la différence (2018). Je peux alors faire du lien avec les professionnel·le·s du travail social qui ont apporté une aide illégale pour une de ces trois raisons.

En effet, il est possible d'aider les migrant·e·s au nom de **la souffrance**. Michel Agier précise : « Dans ce cas, cela suppose que l'autre souffre et qu'on l'aborde comme une victime » (2018). La compassion suppose que l'autre sur lequel·lequel on s'attriste soit souffrant·e, diminué·e, mourant·e, voire mort·e. Par exemple, l'émotion suscitée par l'image de l'enfant mort sur une plage turque en septembre 2015 représente bien cette

démarche qu'il nomme « cause humanitaire ». Il rappelle l'importance du contexte politique dans ces moments: « avec, les semaines précédentes, la montée en puissance de la demande d'une ouverture des frontières, que la chancelière allemande a finalement décidée une semaine avant la photo du petit Aylan. Autrement dit, l'émotion humanitaire n'est pas une valeur absolue, elle arrive dans un contexte politique » (Agier, 2018). Il est également envisageable de venir en aide aux migrant·e·s pour une deuxième raison : la « **ressemblance** », à savoir la « cause identitaire ». En effet, l'identification est une des manières d'être « concerné ». Souvent, les manifestants en soutien aux migrants ont déclaré « je suis moi-même fils ou fille de migrant, de réfugié, etc. » (Agier, 2018). L'anthropologue ajoute que : « « La cause », dans ce cas, c'est soigner l'autre qui incarne l'autre-moi-qui-est-en-moi et qui suppose donc une part d'identification. Au risque d'être déçu parce que cet autre-là, bien réel, est un sujet qui ne se réduit pas à mon identification » (Agier, 2018). Finalement, ces élans de solidarité peuvent se manifester au nom de la **différence**, c'est la « cause exotique » (Agier, 2018). Elle consiste à considérer que les migrants sont tout ce que nous ne sommes pas et qu'ils sont un « autre » dont nous avons besoin. Le risque est que « parce qu'ils sont tout ce que nous ne sommes pas », c'est de les « coincer » dans cette différence (Agier, 2018). En réalité, les autres, comme nous-mêmes, évoluons en permanence et la mobilité renforce la dynamique du changement chez chacun·e (Agier, 2018).

Au travers de ce troisième concept, j'ai voulu mettre en avant les contours du travail social, son histoire, ses valeurs et l'évolution de ses pratiques dans le domaine de la migration. Parler de l'éthique et des dilemmes que les TS rencontrent m'a semblé être indispensable. J'ai remarqué que les professionnel·le·s, influencé·e·s par la société contemporaine, sont coincé·e·s entre une logique de contrôle opposée à l'aide ainsi que d'une logique de gestion au détriment de la relation. Ainsi, les TS sont confronté·e·s à de nombreuses demandes de différent·e·s acteurs·actrices et doivent adapter leur posture afin d'y faire face.

5. Introduction à la démarche méthodologique

Après avoir mené des recherches théoriques et développé 3 concepts en lien avec le délit de solidarité, une recherche de terrain est primordiale pour approfondir cette thématique. Dans ce cinquième chapitre, je vais expliquer les démarches entreprises qui m'ont permis de récolter les informations nécessaires aux entretiens et à l'analyse. Pour trouver des réponses ou des pistes de réponses aux hypothèses qui vont être exposées, il m'a été nécessaire de mener des entretiens auprès de TS pour voir comment ils·elles ont agi à l'encontre du cadre légal pour aider quelqu'un. Des entretiens ont été menés afin d'obtenir des informations qualitatives. Un entretien exploratoire a été fait avec Madame Stefanie Kurt, doctorante et professeure à la HES, qui m'a accordé du temps pour m'aider à déterminer si ma thématique pouvait être envisagée pour un travail de Bachelor. Cependant, la réflexion par rapport à ce sujet de travail de Bachelor a été approfondie par des entretiens menés auprès de deux TS directement concernées par le délit de solidarité. Dans un premier temps, après avoir effectué mes recherches théoriques, j'ai repris ma question de départ et j'ai développé une question de recherche. Puis, grâce à cette question et mon savoir théorique, j'ai élaboré trois hypothèses et les ai développées. Dans un deuxième temps, j'ai précisé la population qui m'intéresse, le terrain de recherche et l'outil de récolte de données. Je clos ce chapitre par exposer les risques ainsi que les biais que j'ai repérés.

5.1 Question de départ et question de recherche

Beaucoup de questionnements me sont apparus au sujet du délit de solidarité avant la réalisation de ce document et m'ont permis de formuler ma question de départ : « Dans le domaine de la migration, comment les TS jonglent-ils·elles entre les différentes influences et quelles postures professionnelles adoptent-ils·elles lorsqu'un dilemme apparaît entre valeurs personnelles et cadre légal ». Cette question de départ a permis de cibler mes recherches théoriques. D'autres questions en parallèle de mes recherches envahissaient mon esprit : Qui sont les TS qui transgressent le cadre légal ? Pourquoi le font-ils·elles ? Y a-t-il eu des répercussions sur leur profession ? etc. Afin de mener une recherche en lien avec mon cadre théorique et mes questionnements, ma question de recherche est :

« Comment les TS en arrivent-ils·elles à faire un délit de solidarité dans la réalité des pratiques ? »

Par cette question, j'ai cherché à savoir quels ont été les facteurs favorables et défavorables qui ont mené les TS à cette aide illégale. Celle-ci me permet de m'intéresser directement aux TS qui ont cette expérience du délit de solidarité.

5.2 Hypothèses de recherche

Mes hypothèses, élaborées à partir du cadre théorique, me permettent de répondre, à priori, à ma question de recherche. Grâce à elles, je peux ordonner les réponses recueillies envers les TS.

- 1. Les TS n'ont pas eu le sentiment de faire un délit : les convictions personnelles ont primé sans penser aux conséquences.

Argumentation : Par cette hypothèse, je souhaite mettre en avant les différentes manières d'aborder un conflit de manière éthique. Ici, j'é mets l'hypothèse que le·la TS qui a fait un délit de solidarité a suivi l'éthique de la conviction sans tenir compte des conséquences. Comme vu dans le cadre théorique, Bouquet explique qu'en écoutant sa volonté sans penser aux répercussions, l'éthique suivie par la TS s'approche d'une éthique de la conviction (Bouquet, 2017, p. 20).

- 2. Les TS qui ont commis un délit de solidarité ont ressenti une perte de sens vis-à-vis de leur profession et du système dans lequel ils·elles évoluaient.

Argumentation : Par cette hypothèse, je cherche à comprendre dans quel système les TS évoluent et si les contradictions du métier les ont motivé·e·s au délit de solidarité. En effet, Autès a repéré plusieurs enjeux contradictoires de la profession, qu'ils soient liés à notre société individualiste et néolibérale, ou en lien avec les tensions qui existent entre le droit et l'éthique du travail social (Autès, 2013). Après les entretiens, j'ai recensé les déclarations qui démontraient une perte de sens de la part des interviewé·e·s afin de comprendre si leur acte illégal était justifié selon elles par un environnement « hostile » en tant que TS.

- 3. L'action collective n'a pas été envisagée.

Argumentation : Par cette hypothèse, je souhaite savoir si les TS ont imaginé une action collective ou l'obtention d'un soutien de la part d'un collectif militant pour faire face à la situation qu'ils-elles vivaient. Bajoit affirme que l'action collective n'est pas souvent envisagée par les TS (Bajoit, 2005, p. 129). Mais qu'en est-il pour les deux TS interviewées ? Cette hypothèse aide à mieux comprendre comment elles ont vécu leur « délit de solidarité » et comment les TS ont-elles été soutenues ou découragées par des tiers face à leur acte illégalisé.

5.3 Description du terrain et niveau d'accessibilité

Pour trouver des personnes prêtes à s'exprimer sur cette thématique sensible, j'ai contacté plusieurs réseaux. J'ai souhaité me tourner vers des personnes libres de parler, sans risquer de répercussions sur leur lieu de travail. Je ne me suis donc pas adressée à des institutions par souci d'identification des interviewé·e·s. Dans un premier temps, j'ai questionné le milieu associatif, avec des mails qui n'ont pas porté leurs fruits. Dans un deuxième temps, j'ai parlé à mes proches de la thématique. En parallèle, j'ai demandé à quatre professeur·e·s de la HES, spécialistes de la migration, s'ils-elles connaissaient des personnes vers lesquelles je pouvais me diriger. Cela n'a malheureusement pas abouti. Finalement, j'ai posté ma recherche sur Facebook dans l'espoir de toucher le plus de monde possible mais cela n'a pas fonctionné. C'est grâce à deux amies qui connaissaient personnellement deux jeunes femmes concernées par cette thématique que, j'ai pu avoir accès aux récits liés au délit de solidarité. Mes deux amies ont transmis mon numéro de téléphone et ce sont les deux TS qui m'ont contactée. Avant les entretiens, je ne connaissais pas exactement les situations des deux jeunes TS. Cependant, je savais qu'elles se sentaient concernées par ma thématique et qu'elles étaient d'accord de témoigner.

5.4 Population et échantillons de recherche

Pour approfondir mes recherches théoriques et tenter de répondre à mes hypothèses, j'ai décidé d'interroger directement des TS qui sont concerné·e·s par l'assistance

illégale. En effet, ce sont leurs avis et leurs dilemmes qui m'ont semblé être déterminants. Selon moi, les différents niveaux de formation, leur âge et leur genre n'ont pas une grande importance, tant qu'ils·elles travaillent avec des personnes migrantes en situation d'illégalité et sont formé·e·s comme TS. J'espérais interroger au moins 4 personnes. Cependant, il m'a été compliqué de trouver des personnes qui peuvent témoigner de leur délit de solidarité. En effet, témoigner sur un sujet aussi sensible en tant que TS demande beaucoup de courage. J'émetts plusieurs hypothèses au sujet des difficultés à trouver des TS qui ont fait un délit de solidarité. Premièrement, cela est considéré comme une « faute professionnelle » et peu importe le métier, il est toujours difficile de mettre en avant des actes illégaux commis. Deuxièmement, les TS qui œuvrent dans le milieu de la migration ne peuvent pas travailler et ne pas être en accord avec ce qu'on leur demande de faire sur du long terme. Je suis en droit de me demander si les TS qui ne sont pas en accord avec la loi et le cahier des charges n'investissent pas des postes dans le domaine de la migration car cela provoquerait une grande tension interne.

Quoi qu'il en soit, je n'ai pu réaliser que deux entretiens, qui se sont déroulés avec deux femmes. L'une que je nommerai Julie a la trentaine. Elle est diplômée de la HES en tant qu'animatrice socio-culturelle. La deuxième a comme prénom fictif Célia. Au moment de l'entretien, en février 2021, elle était étudiante en troisième année à la HES en tant qu'éducatrice.

5.5 Méthode de collecte de données qualitatives : Les entretiens semi-directifs

Les informations ont été collectées lors d'entretiens semi-directifs. Ce qui a motivé ma décision d'utiliser cet outil est la possibilité de laisser aux personnes le choix des mots et de ce qu'elles souhaitent mettre en avant. De plus, selon Stéphane Beaud, cité par Gaspar « restreindre le travail intensif sur un nombre somme toute limité d'entretiens, c'est d'une certaine manière faire confiance aux possibilités de cet instrument d'enquête, notamment celle de faire apparaître la cohérence des attitudes et de conduites sociales, en inscrivant celle-ci dans une histoire ou une trajectoire à la fois personnelle et collective » (Gaspar, 2012, p. 23).

Avec l'accord des enquêtées, j'ai enregistré les entretiens. Pour mener à bien mon enquête, j'ai utilisé la méthode de l'entretien semi-directif. Cet outil permet à l'individu de s'exprimer librement, tout en étant orienté vers les thèmes de la recherche. En effet, l'intervieweur·euse commence l'entretien en expliquant la démarche de l'enquête et rappelle le respect de la confidentialité des propos qui seront amenés. De ce fait, l'enquête est anonymisée. Puis, une consigne ou des questions sont données par l'enquêteur·trice. Après cela, le rôle de ce·tte dernier·dernière est de stimuler le discours de l'interviewé·e, demander des précisions, rassurer et même donner son avis (Magioglou, 2008). Voici quelques exemples de questions que j'ai formulé pour guider les entretiens : « A la base, c'est quoi qui t'avait donnée envie d'être travailleuse sociale, d'être animatrice ? », « Au début, quand tu as aidé ton ancien ami, tu te disais : je suis en train de faire un truc illégal ? », « Tu crois que c'était vraiment lié à cette personne l'aide que tu as donnée ? », « Au travail, tu sentais pas quelque chose de collectif pour les situations que vous trouviez peut-être injustes ? », « Mais juste pour être sûre quand même, toi, tu avais une idée un peu de la loi au sujet de ce type de délit ? ». J'ai aussi pratiqué la technique de la reformulation par exemple : « Ouais alors comme tu dis, t'as eu une sorte de perte de sens... », « Tu avais un sentiment d'injustice un peu ? », « Donc si tu aides, tu le ferais plus dans ta vie privée ? ».

A cause de la pandémie actuelle, en janvier 2021, la possibilité de se rencontrer dans un lieu public n'était pas envisageable. Un entretien a été fait directement dans le domicile de Julie. Le deuxième, avec Célia, a été réalisé par le biais de l'outil Teams. J'avais préparé, au préalable, une liste de questions dans le cas où il aurait fallu relancer la discussion. Dans un premier temps, après avoir mené les entretiens qui ont duré pour le premier une heure vingt et pour le second une heure, j'ai retranscrit l'entier des enregistrements sur un document. Dans un deuxième temps, j'ai repris mes hypothèses et j'ai attribué une couleur spécifique pour chacune d'elles. Cela m'a ainsi permis de surligner toutes les parties du texte qui concernaient des hypothèses avec la couleur correspondante. Troisièmement, j'ai regroupé sur un document annexe, dans un tableau, chaque citation sous l'hypothèse correspondante. L'analyse gravite autour de quatre axes d'analyse distincts. Cette analyse reste subjective. En effet, les liens entre mes hypothèses et les témoignages découlent de mon regard, mes observations et mon interprétation. Cela ne représente en aucun cas la réalité absolue

des situations vécues. Le respect et la confidentialité des interviewées est mon point d'honneur dans cette analyse.

5.6 Risques encourus et stratégies mises en place

Un premier risque de ma recherche concerne la difficulté à trouver des personnes prêtes à s'exprimer sur cette thématique qui touche à l'illégalité. En effet, peu importe l'ampleur de l'aide, cela contourne la loi et peut ainsi être vu comme une mise en danger pour l'enquêté·e. Le risque de ne pas trouver assez de témoignages s'est concrétisé pour moi.

Le deuxième risque concerne, une fois encore, la sensibilité liée à l'illégalité. En effet, se confier à moi représente un risque pour l'enquêté·e. Pour pallier cela, j'ai garanti la confidentialité des personnes en utilisant des noms fictifs et je n'ai cité aucun lieu ou nom de personnes aidées. Je me suis assurée que les TS donnent leur consentement de l'enregistrement avant de débiter l'entretien, afin de garantir la charte éthique de la recherche HES-SO.

Un troisième risque réside dans le fait que j'ai retranscrit uniquement quelques passages des entretiens dans ce document, ce qui donne une vision limitée des explications des deux TS. De plus, les réponses aux questions ou les mots choisis peuvent avoir un autre sens pour les TS interviewées, les lecteurs ou moi. Ceci peut donc mener à une analyse des réponses qui ne traduisent pas les réels sentiments des TS.

5.7 Biais repérés

Le premier biais que j'ai repéré réside dans l'auto-analyse que les TS font d'eux·elles-mêmes. En effet, lorsqu'une personne doit parler d'elle-même, il est possible que ses réponses soient biaisées par son idéal professionnel. Les TS risquent donc de penser à des réponses qui amènent à plus de désirabilité sociale ou à un idéal sans pour autant s'auto-analyser sincèrement. C'est pour cela que, durant l'entretien, j'ai essayé de mettre les personnes à l'aise et de ne pas juger les propos exprimés.

La faible quantité de mon échantillon a elle aussi été un biais. En effet, deux témoignages ne correspondent pas à un panel suffisant pour en déduire des généralités. Ainsi, je rappelle à plusieurs reprises qu'il aurait fallu plus de témoignages pour une réelle analyse approfondie du terrain. Ce manque de témoignage représente le deuxième biais de mon analyse.

Le troisième biais concerne uniquement l'entretien avec Célia. En effet, celui-ci a été réalisé à distance par Teams. Cela a pu enlever une certaine spontanéité. Cependant, nous avons toutes deux veillé à être seule dans la pièce afin de ne pas être dérangée durant l'entretien.

Finalement, le dernier biais concerne mon propre lien avec l'Institution de la HES et son influence. Étant étudiante en 3ème année au sein de HES-SO Valais/Wallis, j'ai reçu un enseignement à une approche du travail social qui découle de la vision institutionnelle de cette école. En effet, les professeur·e·s travaillant au sein de la HES-SO Valais-Wallis sont tenu·e·s de suivre une culture institutionnelle propre à l'école, comme c'est le cas dans toutes autres institutions. Cela a donc influencé mon analyse.

6. Introduction à l'analyse des données recueillies sur le terrain

Afin de comprendre le contexte, je vais brièvement résumer le parcours de vie et l'expérience du délit de solidarité des deux TS. Il est important de préciser que Julie a ressenti des sentiments amoureux envers la personne qu'elle a aidée. Célia a elle aussi aidé quelqu'un par amour, ainsi que d'autres amis sans statuts légaux. Les deux situations que je vais présenter diffèrent donc de l'expérience d'Anni Lanz (voir chapitre 4.1.1). En effet, Anni Lanz n'avait pas de sentiments amoureux pour Léo. Il existe donc différentes motivations à l'aide. Il serait intéressant et même nécessaire de pouvoir comparer avec d'autres récits de personnes qui ont aidé illégalement. Après la présentation des deux parcours de vie des TS, mon analyse des entretiens a été orientée par 4 axes. Le 1^{er} axe d'analyse concerne les motivations à l'aide repérées dans les entretiens. Le 2^{ème} axe d'analyse met en évidence les stratégies mises en place par les deux TS qui vivaient des situations de tension en lien avec l'aide illégalisée et leur éthique. Le 3^{ème} axe d'analyse cherche à comprendre si le soutien de la collectivité a été ressenti ou envisagé par les deux TS. Le 4^{ème} et dernier axe questionne les perspectives qui existent après avoir fait un délit de solidarité pour la personne aidée. Finalement, j'ai comparé les trois hypothèses avec les entretiens et la base théorique afin d'analyser la pertinence de celles-ci. Une conclusion de l'analyse des données recueillies sur le terrain vient clore ce 6^{ème} chapitre.

6.1 Présentation de deux situations de « délit de solidarité »

Le parcours de Julie

Julie (prénom d'emprunt) a la trentaine au moment de notre entretien. Elle est diplômée de la HES comme animatrice socio-culturelle. L'envie de s'investir dans cette profession s'est concrétisée, pour elle, après avoir réalisé un stage avec des personnes âgées en animation. Le côté artistique et le contact humain l'ont motivée à se former dans cette profession. C'est après ses études que Julie décide de travailler pour la première fois dans le domaine de la migration. Animatrice dans un centre d'aide d'urgence, elle accompagne des personnes déboutées ou frappées d'une NEM. Cependant, elle se rend compte que cet endroit ne lui plaît pas et décide de donner sa démission. Après l'avoir donnée, deux mois avant son départ, Julie fait la rencontre de Romain (prénom d'emprunt) qui est frappé d'une NEM. Elle en tombe amoureuse. Elle

l'accueille chez elle et l'héberge. Son employeur n'en a jamais rien su. Un jour, des policiers arrivent dans son appartement à la recherche d'un objet volé. Romain est accusé. Lorsque la police interroge Julie, elle leur avoue qu'elle héberge Romain. Or, en quittant le centre d'urgence, il était devenu clandestin. La sentence tombe. Elle est alors condamnée pour avoir violé l'art. 116 de la LEI, c'est-à-dire, avoir encouragé au séjour illégal avec peu de gravité. Plus tard, elle s'est mariée lui. Ils sont actuellement divorcés.

Le parcours de Célia

Célia (prénom d'emprunt) a la vingtaine. Elle est étudiante en troisième année à la HES en tant qu'éducatrice. Elle apprécie être au quotidien avec les personnes qu'elle a l'occasion d'accompagner et les voir « s'envoler de leurs propres ailes ». C'est en dehors de son travail, durant son stage préalable à la HES, que Célia rencontre, un soir de fête, un groupe de jeunes hommes avec lesquels elle sympathise. Après avoir échangé leurs numéros de téléphone, ils l'encouragent à venir voir l'association qu'ils fréquentent. Célia tombe amoureuse d'Arnaud (prénom d'emprunt), qui est sans - papier. Elle demande à son beau-père s'il peut être hébergé. Son beau-père refuse par peur des conséquences légales. Mais le père de Célia, lui, accepte. Elle héberge donc Arnaud et parfois ses amis chez son père. Elle est restée en couple 9 mois avec Arnaud avant qu'ils ne se séparent. Elle n'a jamais été repérée ni condamnée.

6.2 Les motivations à l'aide

Lors des entretiens, j'ai repéré trois raisons qui ont motivées les deux femmes à aider une personne illégalement : la souffrance de l'autre, les liens forts et une perte de sens vis-à-vis du système de l'asile.

Premièrement, c'est **la souffrance des personnes aidées et le sentiment d'injustice face au vécu des personnes aidées** qui sont ressorti lors des témoignages.

« (...) Parce que moi en plus, je bossais là-bas et je voyais qu'il dormait au sous-sol dans des abris PC. Il avait le droit à un sandwich à midi. La journée, il

venait dans l'accueil, la structure de jour, quand on y était. Quand il était dehors s'il se faisait contrôler par la police. (...) Du coup, j'ai un peu pris sur moi, **j'ai fait un peu la sauveuse aussi** ». Julie, animatrice socio-culturelle, le 29 janvier 2021

Lorsque Julie explique qu'elle a « fait un peu la sauveuse », je peux faire un parallèle avec l'auteur Michel Agier qui explique que l'aide à une personne migrante peut se faire au nom de la souffrance, de la ressemblance ou de la différence ressentie pour cette personne (Agier, 2018). Quand Julie se met dans une posture de sauveuse et explique les contraintes que vivait la personne aidée dans son quotidien, je peux avancer que la « souffrance » de l'autre a été l'une des raisons qui l'a amené à l'aide illégale. Agier précise que cela suppose que l'autre souffre et qu'on l'aborde comme une victime. Comme déjà mentionné dans la cadre théorique, la compassion, suppose que l'autre sur lequel on s'attriste soit souffrant·e (Agier, 2018).

« Du coup c'est pas facile de s'attacher à des personnes qui ont pas de papiers, parce qu'on les voit souvent partir ou **vivre dans une extrême précarité et leur vie est quand même très stressante**. Enfin, ils sont illégaux quoi qu'ils fassent, je trouve ça difficile ». Célia, étudiante HES, le 5 février 2021

La souffrance des personnes semble aussi être une des motivations de Célia pour aider ses amis. Il est aussi possible de repérer de la compassion de la part de Célia envers Arnaud ou des personnes sans-papiers en général. En effet, elle voit qu'ils sont dans une situation d'extrême précarité. Pour Célia, le fait que son ami n'a pas les moyens et qu'il subit une vie stressante peut-être vu, sous le prisme d'Agier, comme la raison de la « souffrance » comme motivation à l'aide.

La connaissance de l'autre, l'amour et les liens forts sont des motivations à aider l'autre, si je me réfère aux mots de Julie et Célia. La vision de l'« autre » n'est plus définie par son statut légal. La personne devient importante pour elles.

« T'as envie de vivre des choses avec cette personne (...). **Là, j'ai vraiment fait le délit parce que j'avais des sentiments**. (...) Ça reste compliqué, je ne

sais pas mais en tout cas amoureuxment ça crée des choses qui ne sont pas très saine finalement parce que ça crée une dépendance à l'autre, **c'est souffrant** quoi... (...). **Une personne que je ne connais pas où il n'y aurait pas ce lien émotionnel, je ne pense pas que je l'aurais hébergée.** (...) Quand tu es proche de quelqu'un, tu le vois comme une personne et pas comme une personne NEM ou déboutée ». Julie, animatrice socio-culturelle, le 29 janvier 2021

Dans cette situation, Julie semble avoir abandonnée sa posture de TS en voulant aider par solidarité la personne dont elle est amoureuse. Dans l'entretien, elle dit aussi que sans lien émotionnel avec la personne, l'aide n'aurait pas été envisagée.

« (...) j'étais amoureuse, c'était aussi des très bons amis enfin **c'est un lien fort.** (...). Après j'ai passé beaucoup de temps avec ces personnes. (...) On a vraiment créé une communauté. J'ai une connexion très particulière avec eux. **Ils m'ont vraiment pris et ils m'ont appris leur culture et tout ça.** Du coup je suis vraiment encore toujours très proche d'eux ». Célia, étudiante HES, le 5 février 2021

Les notions d'amour et d'amitié sont mises en évidence par Célia. Passer du temps avec ces personnes lui a permis de se sentir très proche d'eux. Les raisons qui ont motivées Célia peuvent aussi se manifester au nom de la différence. C'est la « cause exotique » si je me réfère aux propos d'Agier. Elle consiste à considérer que les migrants sont tout ce que nous ne sommes pas et qu'ils sont un « autre » dont nous avons besoin (Agier, 2018). Lorsque Célia dit qu'ils lui ont appris leurs cultures on remarque son intérêt pour la diversité culturelle envers personnes qu'elle côtoie.

Une troisième raison que j'ai repérée concerne **le sentiment d'une perte de sens vis-à-vis du système de l'asile.** En effet, Célia et Julie ont exprimé plusieurs contradictions, que ce soit dans le milieu professionnel, les lois ou le système de la migration.

« Donc après tu connais, on l'encourageait à rentrer. On lui disait : « C'est ça que t'as, mais il faut que tu partes quoi ». (...) Après, ben ce qui s'est passé, c'est qu'au bout d'un moment, il s'est sorti du système, il est devenu clandestin en fait ». Julie, animatrice socio-culturelle, le 29 janvier 2021

Encourager la personne à rentrer dans le pays d'origine tout en lui proposant un accompagnement psycho-social peut être vécu comme un non-sens par les TS professionnel-le-s dans les centres d'aide d'urgence. En effet, l'étude de De Coulon met en lumière ce paradoxe lors d'un entretien qu'elle a conduit avec une assistante sociale. Le risque de ce paradoxe étant, selon l'auteure, que la personne migrante entre dans l'illégalité en sortant du système de l'asile, devenant alors un sans-papiers (de Coulon, 2019). Ces personnes ne possèdent pas le permis de séjour nécessaire pour pouvoir rester. Ici, Julie exprime ce paradoxe en expliquant qu'il existait une incitation au départ envers Romain, tout en proposant malgré tout, un lieu pour rester.

« (...) **Je voyais plus le sens de mon travail** parce que j'avais l'impression qu'on était une vitrine pour l'État. Enfin tu vois, c'est genre : « Ok, ils sont NEM, on donne un peu ...mais ils doivent pas s'intégrer ». Donc c'est genre ... rester dans la structure de jour pour que ça se passe bien, pour qu'il y ait un lien, mais pas trop quand même. (...) ils allaient dans les toilettes, ils dealent la coke, donc ils allaient dans leurs toilettes faire leurs affaires et c'était aussi une plaque tournante pour le resale... pis toi t'es là, tu joues au moulin, tu joues au baby-foot, au ping-pong (...) ». Julie, animatrice socio-culturelle, le 29 janvier 2021

Les passages ci-dessus, tirés de l'entretien de Julie illustrent un autre paradoxe. En effet, le modèle de société actuel souhaite rendre les gens indépendants et responsables mais, les activités dans les centres d'aide d'urgence sont-elles adaptées pour atteindre cet objectif ? Autès parle d'une société contemporaine individualiste qui demande aux personnes accompagnées d'être indépendantes et responsables d'elles-mêmes (Autès, 2013, p. 290). Cependant, les solutions proposées dans la situation de Julie en tant qu'animatrice socio-culturelle dans le centre d'aide d'urgence consistent en des ateliers de jeux (ping-pong, baby-foot, moulin, etc.), uniformisés et cadrant pour tous et toutes.

« Après ça devient une impasse, ils sont bloqués dans cette situation. S'ils perdent leurs papiers d'origine, en général ils sont bloqués dans une situation où ils ont pas le droit à l'asile et pas le droit d'être renvoyés donc ils se retrouvent coincés en situation clandestine ici. (...) Ouais c'est par rapport à l'accord Dublin. Du coup ils se font renvoyer dans le pays dans lequel ils ont fait leur demande d'asile. **Pour moi, l'impasse elle se trouve ici.** Mais ça c'est seulement dans mes convictions. (...) Même si la police nous a arrêtés tellement de fois. (...) Enfin moi je m'étais fait contrôler une fois en 20 ans, pis là toutes les semaines je me faisais contrôler (...). Si une personne sans-papiers est hyper motivée, elle trouve un travail et tout, ben elle a pas le droit. (...) Du coup, ils n'ont pas le droit de travailler mais par contre se marier : « allez-y ! ». (...) **Ben...au final c'est la seule solution qu'on leur donne.** Alors que si on ouvrait un peu quand ils veulent travailler, je trouve que ça serait beaucoup plus logique ». Célia, étudiante HES, le 5 février 2021

J'ai retenu, durant l'entretien de Célia, plusieurs passages soulignant des désaccords liés au système de l'asile en Suisse. Par exemple, les accords Dublin qui sont une impasse. De plus, lorsqu'elle dit que des sans-papiers sont « bloqués dans une situation », ou encore lorsqu'elle explique que sans possibilité de travailler, les personnes ont seulement la possibilité de se marier pour rester, cela laisse supposer qu'elle est en désaccord avec le système d'asile actuel.

6.3 Les stratégies des professionnelles face aux tensions

Bajoit dépeint trois stratégies mises en place par les TS lorsqu'ils·elles font face à des situations qui provoquent des tensions : la loyauté, le pragmatisme et la fuite (Bajoit, 2005, p. 128). Lors des entretiens, j'ai tenté de comprendre quelles sont les stratégies adoptées par ces deux TS face à une situation qui implique une tension interne (par ex : être amoureuse d'un·e bénéficiaire alors que cela est interdit par l'Institution, ou encore, devoir appliquer une loi alors que celle-ci ne correspond pas aux valeurs personnelles). Je tiens à préciser que les stratégies mises en place vont différer selon les situations. De plus, je n'ai pas pu ici analyser si elles ont une posture « loyale », car je ne suis pas en possession des données nécessaires pour le faire.

6.3.1 Les postures pragmatiques selon Bajoit

Julie et Célia, dans leur travail, utilisent des stratégies « pragmatiques » selon le terme de Bajoit. C'est-à-dire que les TS se soumettent aux exigences de leurs dirigeants et aux normes de l'institution lors de tensions (Bajoit, 2005, p. 128). En effet, l'importance du cadre, de la loi, et du rôle sont souvent mis en avant par les deux professionnelles.

« (...) Par contre, je dirais que quelqu'un qui travaille dans le social, c'est quelqu'un qui est très **au clair entre sa fonction justement et son rôle**. (...) **qu'ils sachent clairement ce qu'on attend d'eux** ». (...) Un TS idéal c'est **quelqu'un qui connaît ses droits pour le travail justement**. (...) tout ce truc de **cahier des charges**, de contrat, de ce qu'on est en droit de demander. (...). Qui prend du recul... **qu'on n'est pas là pour sauver des gens**. Heum... **oui de pas trop prendre à cœur**. (...) Du moment qu'on **est au clair avec la fonction ça sert à rien de dépasser**, donc si on prend trop à cœur ça va pas non plus quoi. (...) Du coup j'ai eu une amende et là mon casier s'est libéré en septembre. Mais pendant 5-6 ans j'avais un délit : « Encouragement au séjour illégal avec un cas de peu de gravité ». (...) Je crois que c'était en 2013 ou 2014. (...) **C'était pas non plus... mais quand même c'est un délit**. Donc c'est quand même dans le casier. (...) Là, dans cette situation, je ne me suis pas respectée. **La loi c'est la loi**, pis je pense que des fois ça peut aider de s'appuyer sur la loi en disant je dois penser à moi (...). Je me dis aussi que **c'est important pour les gens qui travaillent dans le social d'être dans cette distance** ». Julie, animatrice socio-culturelle, le 29 janvier 2021

Julie met en avant l'importance de suivre les règles. Pour elle, le cadre compte beaucoup. Or, son acte le « transgressait ». Ces différents extraits d'entretien permettent de mettre en lumière que Julie agit, la plupart du temps, de manière pragmatique. Cela veut dire qu'elle œuvre dans le but de réaliser la tâche pour laquelle elle est engagée. En effet, l'importance du cahier des charge, de s'aligner à l'institution et l'importance du cadre légal sont maintes fois évoquées par cette animatrice. Cela laisse penser que, lorsque Julie est sortie de sa posture professionnelle pour aider Romain, cela lui a provoqué beaucoup de souffrance.

« **J'avais pas du tout une posture de travailleuse sociale** [lors du délit de solidarité]. **J'étais juste moi *** [Célia]**. Par contre, si maintenant je recommence, là peut être que j'aurais un peu plus le dilemme. Parce que je suis éducatrice sociale, enfin je connais la loi, je sais. Surtout que je me suis beaucoup intéressée à la migration. À l'école on a aussi beaucoup vu. (...) **Je vais pas du tout aller mélanger ma vie privée pis ma vie professionnelle**. Y a des choses que je vais faire dans la vie privée, par exemple dans le domaine de la migration, que je me permettrais pas du tout de faire si je travaillais dans un foyer par exemple ». Célia, étudiante HES, le 5 février 2021

Pour Célia, la réflexion sur les stratégies adoptées en tant que professionnelle s'approche aussi d'une stratégie pragmatique. En effet, lorsqu'elle parle de sa posture professionnelle, elle met en avant le respect du cadre. Je me permets de faire un lien entre les propos de Célia et l'auteure De Coulon (2019) qui explique que les institutions sociales en charge des personnes migrantes se retrouvent obligées de mettre en œuvre les exigences cantonales. En effet, elles sont contrôlées et financées par le canton. Cependant, « les fonctionnaires n'endossent pas toujours la vision de l'État et parfois même s'y opposent » (de Coulon, 2019, p. 112). C'est ce qui se passe ici pour Célia qui ne s' imagine pas mettre en œuvre les exigences de l'État et appliquer les lois envers la population migrante. Elle préfère ainsi, pour le moment, ne pas s'impliquer professionnellement dans ce domaine de la migration. Elle en connaît les enjeux et ne veut pas subir ce dilemme.

Je peux donc penser que Julie et Célia suivent une éthique de la responsabilité dans leur quotidien professionnel. Avec l'éthique de la responsabilité, seul le résultat compte (Bouquet, 2017). Par exemple, si le·la TS se retrouve dans une situation problématique, il·elle va réfléchir et se tourner vers les lois ou le cadre de l'institution. Il·elle ne va pas enfreindre la loi car il·elle va penser aux conséquences. Suivre l'éthique de la responsabilité signifie prendre en compte les conséquences et donc, dans une posture pragmatique, ne pas transgresser le cadre. Célia et Julie semblent, dans leur posture professionnelle, donner de l'importance à s'inscrire dans la dynamique de l'institution. Par opposition, suivre l'éthique de la conviction signifierait,

dans le cadre d'un délit de solidarité en tant que TS, transgresser le cadre, sans prendre en compte les conséquences et donc commettre un délit de solidarité. C'est ce qui s'est passé pour Julie. Elle a donc renoncé à la stratégie pragmatique car elle a agi sans prendre en compte les conséquences de son acte. En abandonnant sa posture pragmatique, elle a ressenti de la honte car elle ne s'est pas appuyée sur le cadre institutionnel.

6.3.2 Abandon de la posture professionnelle

« Pis bon, tu vois, y a la honte, **quand tu as honte d'être tombée amoureuse d'un client** on va dire. Même si c'était les deux derniers mois, je sais très bien que si j'avais bossé plus longtemps je l'aurais pas fait. Donc là, c'était à la fin. T'as quand même une honte ...comme **une faute professionnelle**. (...) Là maintenant, je me dis qu'en tant que TS, on ne parle pas de la proximité qu'on peut avoir avec quelqu'un parce que j'ai l'impression que **c'est tabou**. (...) Mais comment faire quand on ne parle pas ? ». Julie, animatrice socio-culturelle, le 29 janvier 2021

Julie semble avoir abandonné sa posture professionnelle et tombe amoureuse, ou l'inverse. On voit que cela n'est pas un acte militant. Ici, elle sort de cette posture professionnelle, car pour elle, en tant que professionnelle, la fonction et le cadre sont importants. Elle n'était pas à l'aise avec la mission qu'on lui donnait dans le centre d'aide d'urgence. Elle n'a pas fait un acte militant en aidant la personne : elle était amoureuse.

6.3.3 Les postures de la fuite

Dans le centre d'aide d'urgence, pour Julie, la fonction qu'on lui donne et ses valeurs ne corrèlent pas. Elle a donc donné sa démission. Cela serait illustré par Bajoit comme une stratégie de « fuite ». Pour rappel, la fuite est une stratégie qui se remarque lorsque les TS changent de métier ou passent à mi-temps, veulent changer de fonction pour éviter le contact direct avec les clients (Bajoit, 2005, p. 128). J'ai remarqué en analysant son témoignage que cette stratégie l'a aidée à surmonter les tensions.

« (...) Franchement, c'est pas un domaine... bon avec ce que j'ai vécu aussi, **c'est trop lourd pour moi**. C'est pas quelque chose qui m'intéresse vraiment (...). Je pense qu'en étant TS, là-dedans on a cette fibre où on trouve que c'est injuste. En tout cas dans l'animation on trouvait que c'était injuste. Du coup **on ne faisait pas très long dans ces postes-là**. (...) Mais je pense que c'est mieux quand on travaille dans le social de penser à ce qu'on recherche vraiment, quelles sont nos valeurs et travailler dans des lieux comme ça, que de vouloir changer le système (...) ». Julie, animatrice socio-culturelle, le 29 janvier 2021

Julie, impactée par son travail au quotidien dans le centre d'aide d'urgence, a souhaité démissionner car il était compliqué pour elle de continuer à travailler dans ces conditions. La fuite (c'est-à-dire ici quitter volontairement son travail) a donc été une stratégie, à ce moment donné, pour s'extirper de ce milieu qui ne lui convenait pas. Elle propose dès lors aux TS de trouver une place de travail qui correspond à leurs valeurs personnelles.

« Je voulais travailler dans la migration pendant longtemps et maintenant c'est quelque chose que **j'ai un peu abandonné**. Parce que je pense que **la cause elle me touche tellement** et y a tellement de choses que je trouve pas juste. (...) Il y a tellement de trucs qui me mettent en colère dans ce qui touche à la migration que **je me dis que si je veux rester professionnelle, il faut que je travaille pas du tout là-dedans**. (...) Donc je préfère me dire :« tant pis y a des professionnel·les qui s'en occupent et moi j'y vais en tant que citoyenne ». (...) Si je recommence, quand j'aurais mon appartement, là ça serait plus pour une lutte. (...) Y a des choses que je vais faire dans la vie privée, par exemple dans le domaine de la migration, que je me permettrais pas du tout de faire si je travaillais dans un foyer par exemple ». Célia, étudiante HES, le 5 février 2021

La stratégie de la fuite est aussi valable pour Célia, dans ce cas précis, car elle préfère ne pas confronter directement ses valeurs personnelles avec un cadre légal qui va à l'encontre de celles-ci. Comme nous pouvons l'observer dans ses propos, Célia a fait le choix de ne pas travailler dans le monde de la migration pour pouvoir être libre d'agir

en tant que citoyenne afin de ne pas avoir de conflits entre sa vie privée et professionnelle.

6.4 La collectivité

Bajoit affirme que pour plusieurs raisons, la collectivité n'est pas une stratégie souvent adoptée par les TS lors de situations tendues (Bajoit, 2005, p. 128). C'est ce que j'ai analysé en questionnant Julie sur le soutien qu'elle a eu de la part de ses collègues et sur sa mobilisation (ou non) d'une aide collective dont elle aurait pu bénéficier pour la soutenir dans ses dilemmes.

« Ouais et coupable, honteuse. Alors qu'au final **j'aurais eu besoin d'aide en fait**. Qu'on ne me laisse pas comme ça, à me faire isoler de tout le monde et pis d'être dans un engrenage pas possible où je ne savais pas comment j'allais en sortir (...) Du coup, je me suis vite isolée de tout ça, **j'en ai très peu parlé** ». Julie, animatrice socio-culturelle, le 29 janvier 2021

Comme l'a dit Julie, elle aurait eu besoin d'aide. Cependant, comme elle se sentait coupable et honteuse, elle a préféré ne pas en parler. Elle n'a donc pas envisagé une action collective pour soutenir Romain ou pour se faire soutenir.

« Alors une de mes collègues a su assez rapidement parce que je lui en avais parlé. Elle m'avait dit de faire vraiment attention (...). Enfin que je devais me méfier. (...) Finalement mes collègues elles ont pas été transmettre plus haut. (...) Mais tu vois maintenant j'y pense, y avait une autre assistante sociale, maintenant je m'en rappelle. Elle s'était mariée (...) Pis lui, il ne trouvait pas de boulot et il avait été un NEM. Donc je pense que ça lui est arrivé à elle. Mais elle allait pas le dire. **Donc j'ai l'impression que c'est un sujet tabou en fait.** (...) **Je trouve qu'il y a pas vraiment de soutien.** Ben je pense que je suis pas la seule à vivre ça. J'ai cru comprendre que j'étais pas la seule vivre ça. Mais quand on vit ça, **on a l'impression qu'on est la seule à le vivre.** (...) Mais au début je trouve qu'on est quand même vachement **seule** dans ces postes ». Julie, animatrice socio-culturelle, le 29 janvier 2021

Julie donne l'exemple d'une histoire qui est arrivée à une autre collègue et soupçonne une aide illégale ou un rapprochement amoureux qui « dépasse » une relation TS - PA. Elle met en avant le mot « tabou » car personne ne parlait de cela de manière officielle sur son lieu de travail. L'action collective ou la demande d'aide envers autrui n'a pas été envisagée par Julie. Elle dit s'être sentie seule. Il est important de souligner que Julie n'a pas eu de répercussions vis-à-vis de son employeur. Il ne l'a jamais su et elle avait déjà donné sa démission au moment des faits.

Célia n'est pas concernée par une éventuelle action collective en lien avec le travail social, étant donné qu'elle n'était pas liée à un·e employeur·employeuse au moment de son aide illégalisée. Cependant, j'ai trouvé intéressant de lui demander si elle a ressenti un soutien de la part de collectifs ou d'un mouvement citoyen. Elle explique que :

« Il y a quand même beaucoup de monde qui sont au courant de ce qui se passe et qui se mobilisent pour ça. D'ailleurs, y a tellement de choses qui se passent qu'ils sont entrain de réviser les accords Dublin. Y a enfin des choses qui se passent. Mais oui au niveau collectif c'est vraiment bondé en fait (...). Oui, y a beaucoup de monde à qui je peux en parler, avec les bonnes personnes bien-sûr » Célia, étudiante HES, le 5 février 2021

Célia ressent un élan citoyen qui prône la solidarité. Elle dit pouvoir faire confiance à des personnes, mais quand même sélectionner celles qui sont dignes de confiance. En côtoyant l'association qui œuvre envers les personnes sans-papiers ou déboutées, Célia a ressenti du soutien. Les actions militantes collectives seraient alors plus de mises entre citoyen·ne·s que dans le cadre spécifique du travail social.

6.5 Et après l'aide illégalisée, quelles possibilités ?

Le délit de solidarité peut être un acte isolé en hébergeant une fois une personne ou en offrant un repas à quelqu'un. Mais il se peut que cette solidarité perdure, quelques jours, quelques mois ou années. Je me suis alors questionnée sur l'aboutissement de ce délit et les options possibles face au cadre légal. Pour les TS, intégrer les gens dans la société pour les rendre indépendants est au cœur de la profession. Cependant,

la loi ne permet pas aux personnes déboutées ou frappées d'une NEM de s'intégrer à la société, car elles sont censées rentrer dans leur pays d'origine. Avec un délit de solidarité, si la personne n'entre pas dans un cas de l'asile ou si la personne ne remplit pas les conditions légales pour rester en Suisse, les TS ne peuvent pas atteindre leurs objectifs d'intégration. En effet, selon les mandats et les institutions, les TS sont dans une fonction étatique. Ayant des devoirs face à l'État, ils·elles se retrouvent dans une position difficile s'ils·elles décident de transgresser une loi approuvée démocratiquement par les citoyen·ne·s. Cela diffère d'une aide citoyenne comme Annie Lanz qui ne l'a pas fait en tant que TS mais comme citoyenne ou bénévole.

Cependant, même si la personne ne remplit pas les conditions pour rester en Suisse, aider illégalement peut relever d'une « aide à la survie ». Comme l'explique Célia ci-dessous.

« Je pense que ça **les a aidés à survivre**. Après **c'est pas du tout une aide à long terme**, non. Au final, dans leur situation c'est pas les aider. Parce que... enfin maintenant j'ai pris beaucoup de recul aussi là-dessus. J'aurai pas pu parler comme ça à l'époque. La loi au final elle les empêche de vivre ici. Ils doivent passer leur vie à se cacher pis pour moi c'est pas une vie, c'est une prison à ciel ouvert. Donc non, c'est pas les aider. C'est les aider à la survie, qu'ils puissent manger, dormir à quelque part, voilà c'est une aide de base. Après, la seule chose qui puisse vraiment les aider dans le fond, c'est de rentrer dans leur pays d'origine. Ce qui n'est au final pas non plus la bonne idée, vu comment ça se passe dans leurs pays ». Célia, étudiante HES, le 5 février 2021

Pour rebondir aux propos de Célia, les personnes déboutées, frappées d'une NEM ou sans-papiers qui prennent le risque de travailler, peuvent en effet être puni sous l'article 115 de la LEI al. 1 :

« Est puni d'une peine privative de liberté d'un an au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque :

b. séjourne illégalement en Suisse, notamment après l'expiration de la durée du séjour non-soumis à autorisation ou du séjour autorisé.

c. exerce une activité lucrative sans autorisation »

Ainsi, les risques de précarité sont plus élevés pour cette population et les perspectives en Suisse réduites.

6.6 Bilan des analyses et liens avec mes hypothèses

Les raisons qui ont mené à l'aide illégalisée

Julie a connu une perte de sens dans son travail dans un centre d'aide d'urgence. Elle a décidé de démissionner et durant les trois mois restants, elle est tombée amoureuse de Romain. Elle a ressenti de la culpabilité et de la honte par après. Elle voyait Romain comme un être humain dont elle était amoureuse et non comme une personne frappée d'une NEM.

Célia a commis un délit de solidarité dans le cadre de sa vie privée en côtoyant une association. Elle a aidé illégalement Arnaud et des amis de celui-ci. Elle ne souhaite pas travailler dans le domaine de la migration car ses valeurs personnelles entrent en conflit avec les lois sur l'asile que les TS doivent appliquer.

En constatant les raisons qui ont menées Célia et Julie au délit de solidarité, je peux faire un lien avec la deuxième hypothèse : « Les TS qui ont commis un délit ont ressenti une perte de sens vis-à-vis de leur profession ou du système dans lequel ils·elles évoluaient ». J'ai donc recensé plusieurs déclarations qui démontraient une perte de sens. En effet, que ce soit dans le domaine professionnel ou dans le système en général, la thématique de la migration a suscité beaucoup de questionnements et de dilemmes chez Célia et Julie. Elles ont mis en lumière des problèmes tels que : les accords Dublin, un lieu de travail avec des actions en inadéquation avec les réelles problématiques des migrants etc. Julie dit mot pour mot qu'elle ne voyait plus le sens de son travail. Célia parle de sa colère lorsqu'elle a suivi les cours sur la migration à la HES et dénonce plusieurs contradictions du système. Bien qu'elle n'ait pas agi en tant que TS lors de son aide illégale, il est facile de remarquer qu'elle a fait face à une perte de sens concernant les politiques de migration et le système de l'asile actuel. Les deux entretiens confirment cette hypothèse, cependant, il faudrait questionner un

plus grand échantillon de TS qui ont commis un délit de solidarité pour démontrer la tendance d'une « perte de sens ».

La collectivité

Comme expliqué ci-dessus, Julie n'a pas eu l'impression de bénéficier d'un soutien collectif sur son lieu de travail ou de la part des TS. Célia, quant à elle, explique qu'il existe un grand soutien collectif dans le domaine privé et bénévole pour la cause des migrant·e·s.

Cette analyse me permet de faire un lien avec la troisième hypothèse : « L'action collective n'a pas été envisagée ». Cette hypothèse aide à mieux comprendre comment le délit a eu lieu. Elle donne l'information sur le fait que les TS aient été confronté·e·s à de l'indifférence ou des encouragements de tiers qui les ont convaincu·e·s à aider cette personne. Il est clair ici que pour Julie l'action collective n'a pas été envisagée. C'est plutôt l'opposé qui s'est produit avec un tabou et une honte liée à la faute professionnelle. La situation et les conditions de vie de Romain l'ont alors encouragée au délit de solidarité, action qu'elle a menée individuellement, plutôt qu'à une action menée collectivement avec d'autres TS. Je ne peux cependant pas me positionner par rapport à Célia car son témoignage concerne une action civile collective qu'elle décrit comme très présente. Cependant, elle n'était pas dans un contexte professionnelle engagée comme TS.

Par le témoignage de Julie, je peux confirmer mon hypothèse et par la même occasion, la théorie de Bajoit qui explique que l'action collective est très peu envisagée par les TS (Bajoit, 2005, p. 128). Afin d'être plus précise dans l'analyse de cette hypothèse, j'aurais besoin de plus de témoignages. De plus, Bajoit propose plusieurs raisons qui expliquent pourquoi les TS ne les envisagent pas. Je n'ai pas plus approfondi la question durant l'entretien, ce qui, par ailleurs, aurait été très intéressant.

Faire un délit en toute connaissance de cause

Julie, avant d'avoir été sanctionnée par la loi, n'avait pas l'impression d'avoir commis un délit.

« Ouais, je me disais : « Bon, moi je paye, qu'il soit là ou pas mon loyer c'est pareil ». En fait, je ne voyais pas le délit. **Je m'étais même pas renseignée.** (...) **J'étais dans le déni en fait.** (...) Pis je fermais un peu les yeux. Je pense aussi que j'étais dans le déni pour pas mal de choses. (...). Et pis, **je ne connaissais pas vraiment la loi, j'avais pas trop d'idées** (...) ça a été très dur pour moi de vivre cette situation, alors qu'au final, si j'enlève le côté négatif, t'es amoureux de quelqu'un, il est sans-papiers tu te dis : « bon, je lui donne un coup de main » ». Julie, animatrice socio-culturelle, le 29 janvier 2021

Célia, elle, a été informée de l'illégalité de l'acte d'héberger quelqu'un qui n'a pas de permis de séjour par son beau-père, et ce avant d'avoir agi. Elle a donc fait un délit de solidarité, aux yeux de la loi, en connaissance de cause.

Grâce aux différentes analyses et aux liens tissés avec le cadre théorique, j'ai remarqué que Célia et Julie suivent une éthique de la responsabilité lorsqu'elles parlent de leur profession. En effet, elles la mettent toutes deux en avant dans leur discours, Julie par ses nombreux rappels de l'importance de suivre le cadre institutionnel et Célia en ne souhaitant pas travailler dans le domaine de la migration. Cependant, lors de l'aide illégale qu'elle a pu apporter dans le cadre de sa profession, Julie a suivi une éthique de conviction. Cela lui a valu un sentiment de honte et une infraction à la LEI. Je peux faire un lien avec ma première hypothèse : « Les TS n'ont pas eu le sentiment de faire un délit, les convictions personnelles ont primé sans penser aux conséquences ». L'action de Julie va dans le sens de ma première hypothèse. Elle a agi sans se soucier du cadre légal en étant dans « le déni ». Pour Célia, l'analyse m'est plus difficile étant donné que c'est dans le cadre privé qu'elle a aidé illégalement. Toutefois, dans le domaine professionnel, on peut imaginer que Célia suivrait tout de même une éthique de la responsabilité lorsqu'elle précise qu'elle ne pourrait plus agir de la même manière en tant que TS.

7. Positionnements professionnels et personnels

Dans ce chapitre, je vais retranscrire les points importants et faire un retour sur ce travail de Bachelor. Puis, les pistes d'action seront mises en avant et discutées. Je décrirai mes positionnements personnels et professionnels en lien avec la problématique et la méthodologie de travail, les limites ainsi que les approfondissements nécessaires pour comprendre tous les prismes de cette problématique complexe.

7.1 Retour sur le travail de Bachelor

Suite à ce travail, j'ai réfléchi à plusieurs challenges et difficultés rencontrées lors de la recherche, des entretiens ou encore lors de l'analyse. Puis, pour chaque difficulté, j'ai trouvé important d'expliquer le contexte et de décrire ma réaction dans ces moments plus compliqués.

Premièrement, je me suis rendue compte que la lecture et la sélection des informations m'ont pris plus de temps que prévu. De plus, comme cette thématique m'intéresse, j'avais envie de tout retranscrire dans mon travail. Cependant, j'ai su recentrer mes propos et aménager mon emploi du temps pour respecter les échéances que je m'étais fixées.

Deuxièmement, trouver des TS d'accord de s'exprimer sur cette thématique a compliqué la réalisation de ce travail. Cependant, les deux entretiens de qualité, remplis d'humanité et de sincérité ont été une aubaine pour moi. De plus, lorsque Célia m'a confié qu'elle n'a pas fait ce délit dans le cadre de sa profession, j'ai dû réaménager mes questions pour faire des liens avec mes recherches théoriques. Mais par-dessus tout, je garde en tête la richesse des parcours de vie de Célia et Julie.

Troisièmement, durant l'analyse des entretiens, lors de la retranscription, j'étais soucieuse de respecter la confidentialité par respect pour Célia et Julie. Je n'avais pas envisagé la difficulté à mettre de la ponctuation lors de la rédaction.

Pour conclure, j'ai d'abord eu quelques difficultés à synthétiser mon travail. En effet, tout me semblait intéressant et je ne souhaitais pas déformer les propos de Julie et Célia en réduisant leurs interviews. Cependant, j'ai été obligée de le faire pour l'analyse et pour respecter le nombre de caractères autorisés pour ce travail de Bachelor.

7.2 Les pistes d'actions

Grâce aux recherches théoriques et aux entretiens, j'ai retenu quelques pistes d'action intéressantes à ce stade de ma recherche. Julie et Célia se sont d'ailleurs exprimées sur leurs besoins ce qui m'a permis d'élargir mes pistes d'action. Il ne m'est pas possible de divulguer des solutions toutes faites pour venir à bout de cette problématique si complexe. Mon but n'étant pas d'encourager à transgresser le cadre, ni de retenir les TS sensibles à cette cause. A ce stade, j'envisage des possibilités envers la HES, les groupes de TS, les institutions, ainsi que le monde politique.

La HES propose déjà des cours qui gravitent autour de la migration. Cependant, il serait important de développer deux axes. Le premier concerne le droit de l'asile et l'importance d'approfondir les droits et les devoirs des TS. Le deuxième axe serait des cours qui aborderaient les situations « taboues », les « non-dits » liés à la pratique des TS.

Des lieux de parole, internes ou externes à l'institution, permettraient aux TS de prendre la parole et de pouvoir s'exprimer librement sur les tensions internes qu'ils·elles ressentent. Un soutien juridique, expliquant les droits et les risques des pratiques, pourrait faire partie des avantages de ces groupes de paroles. Un réseau qui témoigne de la réalité, comme un échange de « bonnes pratiques », pourrait être mis sur pied pour soutenir les TS qui rencontrent des difficultés liées à l'aide illégalisée.

La dernière piste d'action concerne les TS et leur rôle de rendre visibles les problématiques qu'ils·elles rencontrent ainsi que celles des bénéficiaires aux yeux de la société. Un débat public pourrait ainsi être mené et les citoyen·ne·s auraient accès aux témoignages de TS directement actifs sur le terrain et conscients des enjeux réels.

Le but serait d'informer les citoyens qui seraient en mesure d'influencer les futures décisions politiques.

7.3 Mise en évidence des limites du travail

La première limite à laquelle je pense est le nombre de pages de ce travail. Il faut synthétiser les recherches, au risque de ne pas pouvoir développer certaines notions qui me paraissaient importantes et intéressantes. Une deuxième limite se situe au niveau du but même de ce travail. En effet, il nécessite toute une mise en place de démarches conséquentes : recherche théorique, élaboration d'un questionnaire et son analyse de données ainsi que toute une série d'autres éléments. Tout cela reste malheureusement seulement une initiation à la recherche.

Pour les entretiens, j'aurais souhaité trouver plus de TS prêt·e·s à témoigner. De ce fait, mon analyse a été limitée car j'ai eu trop peu d'informations. De plus, par manque d'entretiens, mes hypothèses liées au cadre théorique n'ont pas été entièrement vérifiées. En effet, lors de l'analyse de mes entretiens, j'aurais souhaité tisser plus de liens avec les notions de mon cadre théorique.

7.4 Les recherches que je devrais approfondir

Dans un premier temps, il serait essentiel d'approfondir ma question de recherche avec plus d'entretiens afin de réellement comprendre les stratégies mises en place par les TS. Dans un deuxième temps, il serait intéressant de rediscuter autour des objectifs du travail social avec le réseau qui côtoie les personnes frappées d'une NEM, déboutées ou sans-papiers afin d'entrevoir des solutions éthiques. Dans un troisième temps, je devrais élargir mes recherches en me renseignant si des groupes de parole indépendants existent pour que les TS s'expriment sur des situations taboues ou en lien avec l'aide illégale. Finalement, me renseigner sur la modification des accords Dublin et le système des lois de manière plus détaillée me permettrait d'avoir une vision plus éclairée de la situation actuelle des personnes migrantes déboutées, frappées d'une NEM ou sans-papiers.

7.5 Les nouveaux questionnements

Après mes recherches, de nouveaux questionnements me sont apparus. Je me suis demandée que deviennent les personnes aidées après que quelqu'un leur ait proposé une aide ponctuelle. Ces personnes restent-elles en majorité illégalement en Suisse ? Décident-elles de rentrer dans leur pays d'origine ? Doivent-elles collaborer pour une aide au retour ? De plus, je me demande si les TS qui ne sont pas en accord avec le cadre légal lié à la LEI choisissent une place de travail éloignée de ce domaine pour ne pas entrer en conflit avec leurs valeurs personnelles. Quelles sont les conséquences pour l'employé·e lorsque l'employeur·employeuse découvre un éventuel délit de solidarité ? Finalement, je me demande si les TS travaillent parfois dans une « zone grise » pour aider les personnes, sans que cela soit dit ou et sans que le cadre soit toujours respecté à 100%.

8. Conclusion

Suite à mes recherches, aux entretiens et à ma dernière formation pratique dans le domaine de la migration, ma vision du délit de solidarité s'est quelque peu redéfinie. En effet, je me rends aujourd'hui bien compte de la complexité de cette problématique. Il est important de ne pas faire de raccourcis et penser que « les gentils aident » et « les méchants n'aident pas ». J'ai pu, grâce aux recherches et à mon deuxième stage, prendre conscience du système de migration en général et des inégalités qui commencent déjà au moment de quitter le pays pour les personnes migrantes. Je comprends les enjeux d'égalité de traitement par un statut légal qu'on va accorder ou non sur des critères choisis, ou encore de ce que cela implique d'aider un sans-papiers, par exemple, alors qu'il y en a beaucoup d'autres à aider aussi. Cela crée des inégalités entre les personnes qui n'ont pas le statut légal pour rester en Suisse. Cependant, je pense que face à un être humain, il est difficile d'y voir seulement un statut légal en niant ses qualités humaines.

Je pense, à la suite de mes réflexions, que les TS doivent être sensibles et éveillés à cette population. En effet, les personnes frappées d'une NEM, sans-papiers ou déboutées vivent en marge du système (pour les encourager au retour) et sont de ce fait plus vulnérables. Selon moi, être attentif·attentives aux décisions politiques et œuvrer pour plus de soutien envers ces personnes font partie du cahier des charges d'un·e TS. Chaque TS, selon ses compétences, peut choisir une posture plus militante pour porter un message de solidarité ou alors, accompagner les personnes avec une posture « loyale » pour être au plus près des besoins des bénéficiaires. Le cadre légal doit être pris en compte par les TS pour garder un lien de confiance avec l'employeur·employeuse. Cependant, les TS doivent faire tout ce qui est possible pour assurer un accompagnement humain et respectueux.

8.1 Mes apprentissages personnels

Grâce à ce travail de Bachelor, j'ai développé plusieurs compétences personnelles. J'ai dû alterner entre le travail, les derniers modules HES et le travail de Bachelor, ce qui a été un challenge formateur. De plus, j'ai développé mes savoirs et mes méthodes de recherche ce qui me seront utiles dans la vie de tous les jours. Je sais maintenant mener une recherche dans le domaine des sciences sociales.

8.2 Les apprentissages en tant qu'étudiante en travail social

Je me suis rendue compte des enjeux de la temporalité pour rendre un travail de cette ampleur. En effet, mon agenda de départ n'était pas réalisable. J'ai donc dû m'adapter et repousser certaines échéances que je m'étais fixée. Cela est en parti lié au temps consacré aux recherches littéraires, intéressantes mais ambitieuses. De plus, j'ai appris à trier les informations. En effet, au départ, ma matière était trop dense et je souhaitais aborder trop de sujets différents. J'ai donc dû recentrer mes recherches et les synthétiser. En tant qu'étudiante, j'ai pris en compte les remarques et les conseils de ma directrice de travail de Bachelor et de Madame Kurt.

8.3 Les apprentissages pour mon futur professionnel

Dans mon futur professionnel, je souhaite prendre en compte les ressources humaines que j'ai la chance d'avoir autour de moi et collaborer le plus possible avec les ressources de chacun·e. Durant l'écriture de ce travail, c'est ce que j'ai fait en sollicitant ma directrice de travail, mes ami·e·s ou d'autres professeur·e·s. De plus, les entretiens se sont faits dans le respect et le non-jugement. Je me suis surprise à aimer être en lien avec les personnes interrogées, malgré ma peur de déranger. Cette expérience humaine et la confiance de Julie et Célia m'ont marquée et je leur adresse toute ma reconnaissance. Cela me sera utile par la suite pour oser solliciter les personnes-ressources autour de moi plus sereinement. Finalement, je souhaite travailler avec une population mixte et éventuellement migrante par la suite. Ainsi, grâce aux apprentissages en lien avec le système migratoire et les réflexions plus poussées que j'ai menées lors de ce travail au sujet des dilemmes que rencontrent les TS, ma vision sera plus éclairée pour mon futur professionnel.

9. Bibliographie

- 24heures.ch. (2018, Décembre 10). *peine allégée pour Anni Lanz*. Récupéré sur 24heures.ch: <https://www.24heures.ch/suisse/peine-allee-anni-lanz/story/11452970>
- Agier, M. (2008). *Gérer les indésirables: des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris: Flammarion.
- Agier, M. (2016). Le maléfice de la race et le corps de l'indésirable. *Communications*, 98, pp. 175-188. Récupéré sur https://www.persee.fr/doc/comm_0588-8018_2016_num_98_1_2800
- Agier, M. (2018, mars 12). *Les migrants sont animés par un ardent courage de vivre*. Récupéré sur Le nouveau magazine littéraire: <https://groupegaullistesceaux.wordpress.com/2018/03/12/michel-agier-les-migrants-sont-animes-par-un-ardent-courage-de-vivre/>
- Amenesty, I. (2020, Mars 3). *Criminalisation de la solidarité en Europe et en Suisse*. Récupéré sur Amnesty International: <https://www.amnesty.ch/fr/themes/defenseurs-des-droits-humains/libre/docs/2020/criminalisation-solidarite-europe-suisse>
- Amiguet, O., & Julier, C. R. (2004). *Les enjeux contradictoires dans le travail social perspective systémique*. Ramonville: érès.
- asile.ch. (2018, Décembre 3). *Solidarité sans frontières | Soutien à Anni Lanz contre le délit de solidarité*. Récupéré sur asile.ch: <https://asile.ch/2018/12/03/solidarite-sans-frontieres-soutien-a-anni-lanz-contre-le-delit-de-solidarite/>
- Autès, M. (2013). *Les paradoxes du travail social*. Paris: Dunod.
- AvenirSocial. (2010). *Code de déontologie du travail social en Suisse: un argumentaire pour la pratique des professionnel-le-s*. Consulté le juin 2019, sur www.avenirsocial.ch: https://www.grea.ch/sites/default/files/Do_Berufskodex_Web_F_gesch-1.pdf
- AvenirSocial. (2014). *Profil des professionnel-le-s du travail social*. Récupéré sur avenir social: https://avenirsocial.ch/wp-content/uploads/2018/12/AS_Berufsbild_FR_RZ_low_28.10.14_1.pdf

- Bajoit, G. (2005). *La place de la violence dans le travail social*. Consulté le 2021, sur Pensée plurielle: <https://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2005-2-page-119.htm>
- Blanchard, E. (2013). *"les indésirables". Passé et présent d'une catégorie d'action publique*. GISTI.
- Boschetti, P., & Preiswerk, F. (Réaliseurs). (2020). *Assistance à personne en danger : un crime* [Film]. Suisse.
- Bouquet, B. (2017). *Ethique et travail social* (Vol. 3ème édition). Malakoff: Dunod.
- Bouquet, B. (2019). *le délit de solidarité en débat*. Toulouse: ERES.
- Bouquet, B., & Jaeger, M. (2011). « Tensions entre mise en œuvre des politiques migratoires et questions éthiques du travail social ». *Hommes & migrations*, 1290, 10-21. Consulté le septembre 2020, sur Hommes & migrations: <https://journals.openedition.org/hommesmigrations/729#tocto1n1>
- Caillé, A., Chaniel, P., Gauthier, F., & Robertson, F. (2019). Le don d'hospitalité, Quand recevoir, c'est donner. *Revue du Maus*, 53, pp. 5-26.
- Chabert, J.-L. (2017). *Délit de solidarité*. Paris: Libertaires Eds.
- de Coulon, G. (2019). *L'illégalité régulière*. Lausanne: Antipodes.
- Depenne, D. (2013). *Ethique et accompagnement en travail social* (Vol. 2ème édition). Montrouge: ESF éditeur.
- EASSW. (2017, Avril). *Définition internationale du travail social*. Récupéré sur European Association of Schools of Social Work: <https://www.eassw.org/global/definition-internationale-du-travail-social/>
- Estebanez, J., & Raad, L. (2018, Février 27). *"les indésirables"*. Consulté le Août 2019, sur Géographie et cultures: <http://journals.openedition.org/gc/4432>
- Gaspar, J.-F. (2012). *Tenir ! Les raisons d'être des travailleurs sociaux*. Paris: La Découverte.
- Gerhard, P. (2020, Janvier 23). *Conseil National*. Récupéré sur Rapport de la Commission des institutions politiques: https://www.parlament.ch/centers/kb/Documents/2018/Rapport_de_la_commission_CIP-N_18.461_2020-01-23.pdf
- Jeannet, j. (2018, Décembre). *Le courage de désobéir*. Consulté le 2020, sur Amnesty international: <https://www.amnesty.ch/fr/sur-amnesty/publications/magazine-amnesty/2018-4/le-courage-de-desobeir>

Kurt, S. (2020). Quand l'aide (solidaire) est punissable. *AvenirSocial*, pp. 22-23.

Lamoureux, H. (2003). *Ethique, travail social et action communautaire*. Québec: Presses de l'Université du Québec.

Liberté, L. (2019, Août 21). *Pas d'acquittement pour Anni Lanz*. Récupéré sur La Liberté: <https://www.laliberte.ch/news-agence/detail/anni-lanz-a-nouveau-jugee-pour-avoir-secouru-un-afghan-deboute/530322>

Magioglou, T. (2008). L'entretien non directif comme modèle générique d'interactions. *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, pp. 51-65.

Malka, S., & Grand-jean-jornod, C. (2017). *Glossaire de l'asile*. (Vivre ensemble) Consulté le Septembre 2020, sur asile.ch: <https://asile.ch/memots/>

Monnier, A. (1907). *Les indésirables*. Sirey.

Nouveau, c. (2018, Avril 2018). *Idée préconçue #2: « Les migrants, ils viennent de pays pauvres. »*. Récupéré sur nccr on the move:

https://www.youtube.com/watch?v=qe4Pv7XlzcQ&feature=emb_rel_pause

ODM. (2012). « *Étrangers et requérants d'asile en Suisse* », *l'office en bref*. Bern.

OSAR. (2020). *La procédure d'asile*. Consulté le Septembre 2020, sur OSAR: <https://www.osar.ch/themes/asile-en-suisse/la-procedure-dasile>

SEM. (2020, Janvier). *Aide au retour suisse*. Récupéré sur admin:

<https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/rueckkehr/rueckkehrhilfe.html>

SEM. (2020, Juin 23). *Les sans papiers en Suisse*. Récupéré sur admin:

https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/themen/aufenthalt/sans-papiers.html#tab__content_sem_fr_home_themen_aufenthalt_sans-papiers_jcr_content_par_tabcontrol

Seydoux-Christe, A. (2018, Décembre 12). *Article 116 de la loi sur les étrangers et délits de solidarité*. Récupéré sur Parlement.ch:

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefft?AffairId=20184188>